

OCTOBRE 2023

Revue Suisse

La revue des
Suissés·ses de l'étranger



La montagne s'effrite, et avec elle
le mythe des Alpes éternelles

Les bancs publics:
une particularité des paysages suisses

Le modèle de Schaffhouse: nulle part ailleurs
on ne vote avec une telle assiduité





Les services consulaires
partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles


 Guichet en ligne DFAE
 Online-Schalter EDA
 Sportello online DFAE
 Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch Santiago du Chili (2023)

Chaque client a ses propres besoins et mérite une approche sur mesure.

Un conseil individuel et professionnel répondant à des exigences de très haute qualité? Notre Private Banking a la solution qu'il vous faut.

Schweizer Schulabschluss und Eidgenössische Maturität

von jedem Ort der Welt

Jetzt schnuppern! Info und Kontakt unter swissonlineschool.ch und swissonlinegymnasium.ch



SWISS
ONLINE
SCHOOL



À VOS AGENDAS!

1 **e**

Tous ensemble par-delà les frontières



Congrès des Suisses de l'étranger du 11 au 13 juillet 2024 à Lucerne

PLUS D'INFORMATION 



Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

Nos partenaires:



4 En profondeur

Les éboulements alpins mettent toujours plus la Suisse à rude épreuve

8 Nouvelles

C'est au diplomate Alexandre Fasel qu'échoit l'épineux dialogue avec l'UE

10 Société

Un paysage meublé: les bancs publics sont omniprésents en Suisse

**14 Reportage**

À la rencontre des électeurs les plus assidus du Suisse

Actualités de votre région**17 Chiffres suisses**

En Suisse, une foule de fillettes répondent au prénom «Emma»

18 Nature et environnement

On recycle davantage de plastique, mais on en consomme aussi plus

20 Littérature

Le roman utopique de Jakob Vetsch a 100 ans et paraît plus actuel que jamais

22 Politique

Sous la loupe: comment vote la «Cinquième Suisse»?

La Suisse fait un pas vers l'OTAN, attisant le débat sur la neutralité

24 Nouvelles du Palais fédéral**27 SwissCommunity news**

Le CSE veut une plus large participation de la «Cinquième Suisse»

31 Débat

Photo de couverture: en juin 2023, d'immenses masses de débris rocheux se sont précipitées sur le village de Brienz (GR), évacué à temps. Photo Keystone

La lutte des continents



Lorsqu'on se promène en montagne, on voit des alpages, des torrents scintillants, des parois rocheuses et des sommets majestueux. Ce qu'on ne voit pas, c'est la façon dont la plaque continentale africaine heurte encore de toutes ses forces la plaque continentale européenne. On ne voit pas ces plaques glisser l'une sur l'autre ni la croûte terrestre se cabrer. On ne voit, à l'échelle des temps géologiques, que le battement de cils du présent.

Si l'on pouvait scruter les grandes lenteurs, on verrait par exemple le Cervin continuer de grandir. En raison de la lutte des continents, il croît en effet d'environ 1500 mètres par million d'années. Mais on verrait en même temps le vent, les intempéries et l'érosion le raboter peu à peu, de justement 1500 mètres par million d'années. Nos yeux ne voient que le bilan d'une croissance et d'une diminution permanentes: des montagnes stables, solides, fiables, comme taillées pour une Suisse qui aime se considérer sans faille.

Cependant, l'image des montagnes s'effrite. Il n'y a pas que les «neiges éternelles» qui fondent à toute allure même à l'échelle des temps humains. Les montagnes elles-mêmes paraissent plus fragiles: effondrements et coulées de boue ne détruisent pas seulement ce qu'ils ensevelissent. Ils ébranlent profondément le mythe des «Alpes éternelles». Quelle est la part de vérité dans ce sentiment de fragilité?

Nous consacrons notre dossier «En profondeur» au changement en montagne. Après les drames de Randa (1991), Gondo (2000) et Bondo (2017), c'est l'angoissant épisode de Brienz (GR) qui nous en a fourni le motif: cet été, un éboulis de plus d'un million de mètres cubes a dévalé du Piz Linard dans la vallée. Ce que nous ne pouvions pas savoir, c'est qu'à peine trois mois plus tard, des masses de terre et de pierres, en glissant, enseveliraient des dizaines de maisons dans les Alpes glaronnaises, comme s'il fallait une confirmation au sentiment que les montagnes bougent.

Mais revenons aux excursions bienfaitantes en montagne! Si vous y allez, il y a fort à parier que vous tomberez sur un banc public situé face à un panorama grandiose. Le banc oriente le regard, il est souvent placé là où la vue en vaut la peine. Mais surtout, le banc est omniprésent. Tel est le véritable «secret banc'aire» suisse: nous vivons dans un paysage meublé. Une fois que vous aurez lu notre article à ce sujet, vous verrez vous aussi, à l'avenir, une foule de bancs publics en Suisse. Des bancs stables, fragiles, grands, petits, rouges à la peinture immaculée ou patinés par le temps et ce, à tous les endroits possibles et inimaginables.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

La «Revue Suisse», magazine d'information de la «Cinquième Suisse», est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.



Quand la montagne avance

On se figure volontiers les Alpes comme une forteresse inébranlable, l'incarnation de la splendeur éternelle de la nature. Mais de nos jours, les montagnes s'effritent, sous la forme d'écroulements, de glissements de terrain ou d'avalanches de gravats. La Suisse a-t-elle encore ses montagnes sous contrôle?

JÜRIG STEINER

Au début de l'été de 2023, le petit village de Brienz, situé au-dessus de la route du col de l'Albula, dans les Grisons, a fait les gros titres pendant plusieurs semaines. Les autorités ordonnaient à ses quelque 80 habitants de quitter leurs maisons, menacées par un éboulement géant du Piz Linard. Les médias suisses rapportaient minutieusement chaque hoquet de la montagne, et le journal à sensation le «Blick» installait une caméra fixe pour permettre aux internautes de scruter le probable écroulement.

«Un village suisse est sommé de fuir son flanc de montagne qui se déplace», titrait avec emphase le «New York Times». Le reporter citait les propos d'un habitant de Brienz, qui comparait un éboulement à une tornade: les rochers vont où ils veulent, qu'il y ait ou non quelqu'un ou quelque chose sur leur passage. Le paradis montagnoux suisse, semblait-il, courait un péril mortel.

L'état d'urgence a pris fin sans trop de dégâts. Dans la nuit du 16 juin 2023, un morceau de la montagne – une immense masse rocheuse qui aurait rempli près de 300 000 camions – s'est éboulé, s'arrêtant juste avant les maisons évacuées. Personne n'a été blessé. Quelques semaines après, les habitants ont pu réintégrer le village.

Une attention accrue

Cependant, l'inquiétude n'a pas disparu à Brienz. Car il n'y a pas que la montagne qui avance, le sol aussi se carapate: le plateau sur lequel est construit le village glisse en effet len-

tement, mais sûrement, à une vitesse d'environ un mètre par an. Et ce, depuis des décennies. Les murs des maisons et les routes se fissurent, et les conduites éclatent.

Le plus étonnant, dans tout cela, c'est que malgré cette menace à répétition, les autorités n'imaginent pas abandonner Brienz. Elles font tout pour que le village reste durablement habitable. Un investissement de 40 millions de francs dans un labyrinthe de galeries et de forages de drainage est prévu pour calmer le terrain agité au pied du Piz Linard. La Confédération et le canton n'hésitent pas à mettre la main au porte-monnaie afin que les 80 habitants puissent garder l'espoir de bâtir leur avenir à Brienz.

Un havre de sécurité et de beauté

Le tapage médiatique suscité par la menace d'effondrement de la montagne dans cette vallée reculée de l'Albula n'a rien d'inédit, puisqu'il accompagne presque toujours ce type de phénomène en Suisse. Mais il est encore plus bruyant ces dernières années, car le réchauffement climatique accroît l'instabilité dans les régions de montagne. Et attise ainsi l'attention des médias.

Le danger naturel objectif n'est pas le seul sujet. Le sous-entendu fréquent est que l'effondrement des montagnes met aussi à l'épreuve l'image que la Suisse se fait d'elle-même. La stratégie du réduit national durant la Seconde Guerre mondiale a consolidé le mythe du verrou alpin, vu comme le bastion imprenable de l'esprit de résistance suisse. En cas d'invasion des troupes de Hitler, les dirigeants de l'armée et

du pays se seraient retranchés dans les bunkers dissimulés dans les Alpes, et c'est de là qu'ils auraient défendu le pays.

Mais cette vision des montagnes comme un havre éternel de sécurité et de beauté ne fonctionne que si on les a sous contrôle. Si l'on parvient à protéger durablement les habitants, les maisons et les voies de circulation des dangers alpins. Lorsqu'il apparaît tout à coup, comme à Brienz, que ces montagnes bougent, et même avec davantage de vigueur qu'auparavant, que reste-t-il du mythe? Survivra-t-il à une géologie devenue imprévisible?

«Une dynamisation, en somme»

Flavio Anselmetti, professeur de géologie à l'Université de Berne, recommande de bien distinguer deux processus qui s'imbriquent souvent: «Les écroulements, chutes de pierres ou glissements de terrain sont des phénomènes normaux dans une région comme les Alpes, qui continue de se soulever, de bouger et, en même temps, de s'éroder», explique-t-il à la «Revue Suisse».

La nouveauté, c'est le changement induit par le réchauffement climatique. Au cours de son histoire, la terre a toujours connu de telles évolutions naturelles durant ses diverses phases de chaleur et de froid. Ce qui est inhabituel aujourd'hui, note le spécialiste, c'est la grande rapidité du réchauffement observée par les géologues.

La nature réagit aux changements extérieurs en tentant de retrouver un nouvel équilibre, explique Flavio Anselmetti. Le réchauffement rapide d'aujourd'hui entraîne «en somme une dy-



namisation des processus géologiques ordinaires en montagne». Le phénomène qui illustre cela au mieux, c'est l'élévation de la limite du pergélisol, soit l'altitude – située à près de 2500 mètres – à partir de laquelle les sols de roche ou d'éboulis sont gelés en permanence. Quand l'atmosphère se réchauffe, ces sols se mettent en mou-

La vision des montagnes comme un havre éternel de sécurité et de beauté ne fonctionne que si on les a sous contrôle.

vement. Ils subissent des phases de dégel et de regel, ce qui peut provoquer des glissements, des affaissements ou des éboulements.

Le géologue note toutefois qu'il ne faut pas tirer de conclusions simplistes de cette tendance à la dynamisation, en affirmant par exemple que tout glissement de terrain ou écroulement est dû au réchauffement climatique. Ou que les dangers s'accroissent automatiquement à cause du changement climatique.

Connue et surveillée de près depuis des décennies, la fragilité de la zone en amont de la commune de

Brienz, qui elle-même est située relativement bas, n'a par exemple aucun rapport direct avec le réchauffement climatique. En revanche, si ce réchauffement entraînait de plus fortes intempéries, par exemple, l'instabilité naturelle de certaines régions pourrait s'aggraver. Idem si la forêt de protection s'affaiblissait du fait que certaines espèces d'arbres ne supportent pas la sécheresse accrue.

Des millions pour la surveillance et la prévention

La géographe Käthi Liechti est collaboratrice scientifique à l'unité Hydrologie des montagnes et mouvements de masse de l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage. Elle s'occupe de la base de données sur les dommages dus aux intempéries, créée il y a plus de 50 ans, qui répertorie aussi les écroulements et les chutes de pierres.

Selon elle, il est impossible d'affirmer que le nombre d'événements dommageables en montagne augmente ou diminue. L'une des raisons à cela est que les conditions naturelles ne sont pas les seules à changer: la manière dont les autorités et la population gèrent les effondrements alpins a elle aussi évolué.

La surface habitée en Suisse s'étend, les infrastructures prennent de la valeur, et donc le risque s'accroît de voir un écroulement, par

Dans la nuit du 16 juin 2023, un éboulis de plus d'un million de mètres cubes s'est effondré du Piz Linard sur le village de montagne grison de Brienz, auparavant évacué.
Photo Keystone

exemple, causer des dommages importants. Autrement dit: que le réchauffement climatique induise ou non une multiplication de ce type de phénomènes, la Suisse est dans tous les cas plus exposée aujourd'hui.

Cependant, ajoute Käthi Liechti, les mesures de protection et de surveillance organisationnelles et techniques sont plus sophistiquées qu'auparavant. Elle pense aux systèmes de prévision et d'alerte précoce, mais aussi à des constructions comme les bassins de rétention ou les barrières protectrices. «Aujourd'hui, la Confédération et les cantons déboursent plusieurs centaines de millions de francs par an pour la protection contre les dangers naturels», relève la géologue. Ainsi, on parvient à minimiser les dommages: le montant des sinistres n'a en tout cas pas évolué de manière significative ces dernières décennies, complète-t-elle.

Apprivoiser les dangers naturels

Pour résumer: plus les montagnes partent en morceaux, plus la Suisse redouble d'efforts pour les garder sous contrôle. Le pays s'en tient ainsi à sa stratégie historique, qui consiste à apprivoiser les dangers naturels pour éviter les catastrophes.

En 1806, les habitants de Goldau (SZ) entendirent, toutes les nuits pendant des mois, des racines craquer sur les hauteurs du Rossberg. Ils voyaient des failles s'ouvrir sur les flancs de la montagne. Mais ils ne réagirent pas, et nul ne parla d'évacuation préventive. Début septembre, après de fortes pluies, d'immenses blocs rocheux dégringolèrent, ensevelissant près de 500 personnes et détruisant une grande partie du village.

75 ans plus tard, un dimanche de septembre, les habitants d'Elm rassemblés à l'église pour la messe ne s'alarmèrent pas du vacarme causé par des chutes de pierres provenant de la montagne dans les entrailles de la-



Le 2 septembre 1806, une coulée de pierres de 40 millions de mètres cubes a dévalé du Rossberg vers Goldau. Bilan: 500 morts et d'incalculables ravages.

Illustration: Franz Xaver Triner (1767–1824) et Gabriel Lory (1763–1840); archives du canton de Schwyz

quelle ils extrayaient de l'ardoise. Au contraire, des curieux escaladèrent même son flanc. L'après-midi, une avalanche rocheuse se précipita dans la vallée, tuant plus d'une centaine de personnes.

On acceptait alors ces effondrements comme des catastrophes inévitables. Les découvertes des sciences naturelles sur la prévention des dangers se heurtaient au scepticisme d'une population pétrie de religiosité.

L'éveil de l'esprit de solidarité

Ce que les grands écroulements du XIX^e siècle ont tout de même favorisé, c'est l'esprit de solidarité nationale. Après la catastrophe de Goldau, on organisa pour la première fois une collecte de dons nationale pour aider les Schwytzois en détresse. Ce type de solidarité interrégionale est par la suite devenu «une marque de fabrication de la Suisse», écrit Christian Pfister, professeur émérite d'histoire environnementale à l'Université de Berne. La Suisse a ainsi trouvé son propre moyen de se forger une identité propre, note l'historien. Car dans les pays voisins, ce sont plutôt les guerres qui ont donné lieu à des mouvements de mobilisation nationaux.

Le motif identitaire qui a pris forme au XIX^e siècle a continué de se développer ensuite. Après les trois grands écroulements des XX^e et XXI^e siècles – à Randa en 1991, à Gondo en 2000

et à Bondo, évacué à temps, en 2017 –, le conseiller fédéral en charge s'est à chaque fois rendu sur les lieux de la catastrophe.

Le message ainsi transmis est le suivant: le pays entier est derrière la population touchée. Mais aussi: nous faisons tout pour tenir tête à la montagne. Lorsqu'elle s'éboule ou menace de s'effondrer, la Suisse ne libère pas facilement le terrain, même quand le réchauffement climatique complique la situation.

Tout est donc sous contrôle?

Ce qui n'a pas changé depuis la catastrophe de Goldau en 1806, c'est qu'il n'a jamais été question d'abandonner ou de ne pas reconstruire les villages menacés ou touchés par ce type de phénomènes. Mais toujours de mieux les protéger. «À cet égard, relève le géologue Flavio Anselmetti, ce que

nous avons vécu à Brienz est un tour de force.» Malgré la situation géologique complexe, on a réussi à interpréter correctement les mouvements de la montagne et à «évacuer la population au moment précis où l'événement s'est produit». Difficile, au fond, d'avoir meilleure prise sur la montagne.

Cela ne signifie pas pour autant que la relation entre la Suisse et ses montagnes, dont l'imprévisibilité s'accroît, ne nécessite aucune retouche. L'alpiniste professionnel Roger Schläli connaît bien la sensation que provoque une montagne qui part en miettes. Il a gravi plus de 50 fois la face nord de l'Eiger, empruntant souvent la voie tracée par le tout premier alpiniste parvenu à son sommet, le célèbre champ de neige de l'Araignée blanche. Aujourd'hui, ce névé fond souvent intégralement en été. «La chaleur met la face nord de l'Eiger à rude épreuve, confie Roger Schläli. Il y a bien plus d'eau qui ruisselle, et les chutes de pierres se sont intensifiées en force et en durée. Il n'y a que dans les passages très raides que les alpinistes sont un peu protégés, car les pierres volent au-dessus d'eux.» Désormais, l'itinéraire classique ne peut pratiquement plus être emprunté qu'en hiver, lorsque les températures sont négatives.

Le phénomène que ce professionnel côtoie dans les conditions extrêmes de l'Eiger, les alpinistes amateurs y sont aussi confrontés. Le Club Alpin Suisse (CAS) possède 153 cabanes en montagne, dont bon nombre sont potentiellement menacées par le réchauffement climatique. En 2021, le CAS a pour la première fois abandonné l'exploitation d'une cabane – la Mutthornhütte, dans la vallée de la Kander – en raison du danger imminent d'écroulement. Sa reconstruction à un endroit plus sûr coûtera 3,5 millions de francs.

Avoir les montagnes sous contrôle est un luxe qu'il faut pouvoir s'offrir...

Des riverains de Bondo (GR) regardent leur village ravagé par une coulée de boue, le 25 août 2017. La cause: un immense effondrement survenu au Piz Cengalo deux jours auparavant. Photo Keystone



Lia Wälti



Elle est le cœur et le moteur de l'équipe féminine suisse de football. Dans son rôle de capitaine, Lia Wälti a emmené les Suissesses jusqu'à la victoire de groupe aux championnats du monde en Nouvelle-Zélande. L'équipe a toutefois perdu en huitième de finale contre la future gagnante du tournoi, l'Espagne, sur un score sans appel (1:5). En comparaison avec d'autres pays, la Suisse est à la traîne pour ce qui est de la professionnalisation du football féminin. Elle ne comblera sans doute pas ce retard d'ici le prochain championnat d'Europe, qu'elle accueillera pour la première fois en 2025. Néanmoins, Lia Wälti et ses coéquipières espèrent que ce tournoi à domicile donnera un élan à la promotion de la relève et fera du bien à l'image de leur sport. La trentenaire a dû réaliser son rêve de carrière professionnelle à l'étranger. Aujourd'hui, Lia Wälti joue avec Arsenal London en Angleterre, dans l'une des meilleures ligues féminines du monde. Cette milieu de terrain a grandi en Emmental, où elle disputait déjà le ballon aux garçons à la récréation. Après un passage par le FC Langnau et le club de la capitale bernoise, les Young Boys, elle est partie en Allemagne à 20 ans pour jouer au Turbine Potsdam, où elle a bien vite obtenu le brassard de capitaine. C'est en 2018, enfin, qu'a eu lieu son transfert prestigieux à Arsenal.

Lia Wälti se bat pour la promotion du football féminin, mais aussi pour des valeurs comme la tolérance, le fair-play et la diversité sur le terrain, qu'elle entend transmettre «de manière positive» à la société, comme elle l'a déclaré récemment à la «NZZ am Sonntag». Lia Wälti ne manque pas d'idées pour cela: elle rêve par exemple d'un livre pour enfants dont la protagoniste serait une jeune footballeuse. Si elle ne parvient pas à changer le monde, elle souhaite au moins «le faire évoluer par petites touches».

THEODORA PETER

Credit Suisse (I): la marque disparaît complètement

La débâcle de la grande banque Credit Suisse continue de faire du bruit. Une chose est désormais claire: la marque Credit Suisse (CS) en tant que telle disparaîtra complètement, car les activités suisses de la banque seront entièrement intégrées à UBS d'ici à 2025, comme l'a annoncé la direction d'UBS à la fin août. Le 19 mars 2023, l'ancienne rivale de CS s'était déclarée prête à racheter la banque en perdition. La question de savoir si CS pouvait encore avoir un avenir propre et sous quelle forme était alors en suspens. (MUL)

Credit Suisse (II): suppression massive d'emplois

À la fin août, le patron d'UBS, Sergio Ermotti, a mis fin aux spéculations concernant les conséquences du rachat de Credit Suisse (CS), déclarant que son absorption par UBS entraînerait 3000 licenciements. Des experts extérieurs s'attendent néanmoins à une perte d'emplois bien plus importante que celle concédée par le CEO. Les chiffres communiqués ne prennent en compte ni les emplois à l'étranger, ni les retraites anticipées, ni les départs volontaires. Sur la base de déclarations faites par des professionnels de la finance, la «Neue Zürcher Zeitung» (NZZ) a calculé qu'environ 27 000 emplois pourraient disparaître. Outre les licenciements et les départs, des milliers de spécialistes externes pourraient aussi perdre leur travail. Si l'on se réfère à l'objectif de 10 milliards de francs d'économies indiqué par Sergio Ermotti, on arrive également à une suppression d'au moins 27 000 emplois, estime la NZZ. (MUL)

Credit Suisse (III): des bénéfices considérables pour UBS

Il apparaît entre-temps qu'UBS tire aussi avantage du rachat de Credit Suisse (CS). Au deuxième trimestre de 2023, soit celui qui a suivi le rachat spectaculaire, UBS a dégagé un bénéfice net de 29 milliards de dollars. Le montant que la banque a dû déboursier pour racheter sa rivale en faillite s'élève à 3 milliards de francs. Ses bénéfices comptables permettent de conclure que CS valait bien plus que cela. Les bonnes affaires d'UBS profitent aussi à l'État: dès début août, UBS décidait de rembourser les aides d'État fournies par la Confédération et la Banque nationale. Les experts avertissent toutefois que la grande banque, qui est désormais l'unique du pays, fait courir d'énormes risques à l'État, UBS bénéficiant de fait d'une garantie d'État. (MUL)

Les CFF ont transporté plus de voyageurs que jamais

Les Chemins de fers fédéraux (CFF) ont renoué avec les chiffres noirs pour la première fois depuis 2019. Le résultat qu'ils ont enregistré au premier semestre 2023 – 99 millions de francs – présente une nette amélioration par rapport à la même période l'année précédente. Les CFF n'ont pas fait que retrouver le nombre de voyageurs qu'ils avaient avant la pandémie de coronavirus: ils l'ont même dépassé. Au premier semestre de 2023, ils ont transporté 1,33 million de voyageurs, un chiffre jamais atteint auparavant. (MUL)

À l'aube de nouvelles négociations avec l'UE?

La crise des relations bilatérales entre la Suisse et l'Union européenne (UE) n'est pas encore surmontée. Néanmoins, il semble que l'heure d'un rapprochement soit venue. Le Conseil fédéral entend décider, d'ici à la fin de l'année, d'un mandat de négociation concret.

THEODORA PETER

Plus de deux ans se sont écoulés depuis la rupture des négociations relatives à un accord-cadre institutionnel avec l'UE. Pendant ce temps, la négociatrice en chef suisse, Livia Leu, a exploré à Bruxelles les possibilités de parvenir à une entente sur les points controversés. Il s'agit par exemple de questions touchant à la protection salariale, aux aides d'État ou à l'octroi de l'aide sociale aux citoyens européens en Suisse.

Livia Leu ne sera toutefois plus assise à la table des négociations à l'avenir. Elle a abandonné le dossier européen à la fin août pour devenir ambassadrice à Berlin. Dans la presse, la négociatrice de 62 ans a indiqué que le moment était «propice» à ce changement. À la fin juin, tandis qu'elle était encore en poste, le Conseil fédéral a approuvé les paramètres d'un mandat de négociation formel. «C'est un pas très important en direction des négociations», a souligné la secrétaire d'État sortante. Sous sa direction, dix rondes d'entretiens exploratoires et une trentaine de discussions techniques ont eu lieu. Mais la phase finale, qui sera décisive, est encore à venir: «La passe est faite, mais le ballon doit encore être envoyé au fond du but.»

Un nouveau secrétaire d'État

Livia Leu a passé le ballon à son successeur Alexandre Fasel. Le nouveau secrétaire d'État au Département des affaires étrangères est déjà le sixième diplomate suisse de pointe à s'occuper du sensible dossier européen en neuf ans. Ce Fribourgeois âgé de 62 ans a effectué presque toute sa carrière professionnelle au service de la diplomatie: il a notamment été ambassadeur à Londres et, plus récemment, représentant spécial pour la diplomatie scientifique à Genève. Seule exception de son parcours: le crochet qu'il a effectué au début des années 2000 à Credit Suisse, où, pendant trois ans, il a été en charge du sponsoring de la Formule 1. À un journaliste qui lui demandait s'il allait imprimer son goût pour la course de vitesse à la politique européenne, Alexandre Fasel a répondu diplomatiquement: «Je suis aussi assez montagnard pour savoir que qui veut aller loin ménage sa monture.»

Avec l'approbation des paramètres avant les vacances d'été, le Conseil fédéral a tracé la ligne rouge à ne pas franchir lors de nouvelles négociations. Pour des raisons tactiques, les objectifs de négociation concrets restent secrets. Le gouvernement suisse a toutefois réaffirmé publiquement son objectif, qui est «de stabiliser la voie bilatérale actuelle et de la développer en fonction des besoins». Le Conseil fédéral souhaite en effet renouveler les



La négociatrice en chef sortante, Livia Leu, a eu recours à une métaphore footballistique lors de son départ

«La passe est faite, mais le ballon doit encore être envoyé au fond du but.»

Alexandre Fasel est le sixième diplomate suisse de pointe à s'occuper du sensible dossier européen en neuf ans.

Photos Keystone

accords actuels – notamment la libre circulation des personnes –, mais aussi en conclure de nouveaux, par exemple sur l'approvisionnement énergétique. Autre objectif cité par le gouvernement: la réintégration de la Suisse au programme de recherche en cours, Horizon Europe. Car la mise à l'écart du pays a des conséquences



douloureuses pour la place scientifique helvétique (voir «Revue» 5, octobre 2022).

D'ici à la fin de l'année, les autres entretiens exploratoires devront être achevés de sorte que le Conseil fédéral puisse décider ensuite s'il souhaite entrer dans des négociations formelles avec l'UE à partir de 2024. Il pourrait s'écouler un peu de temps encore avant que la crise des relations bilatérales soit réellement surmontée.

[revue.link/europe](https://www.revue.ch/revue/link/europe)

Les bancs publics, une particularité du paysage suisse

À l'orée des forêts, au bord des lacs, sur les flancs des montagnes et dans les parcs municipaux... En Suisse, on trouve des bancs partout. Mais loin d'être un simple meuble dans le paysage, le banc est aussi un objet politique. À la croisée des chemins entre l'ordre et la détente dans l'espace public.

DENISE LACHAT

Personne n'aurait sans doute l'idée de se poster à un coin de rue pour observer les gens pendant des heures. Mais il paraît tout à fait naturel, en revanche, de s'asseoir sur un banc pour contempler les allées et venues. On peut même y engager le dialogue avec de parfaits étrangers, converser à sa guise et nouer des liens éphémères. C'est pourquoi les personnes âgées solitaires, en particulier, passent parfois des après-midi entiers assises sur le banc d'un arrêt d'autobus. «Les gens aiment s'asseoir dans les endroits animés», explique Sabina Ruff, responsable de l'espace public de la ville de Frauenfeld. Elle cite la place Bullinger, par exemple, ou la terrasse du Zollhaus à Zurich. «Il y a là des trains qui passent, des vélos, des piétons et des voitures. La place du Sechseläuten, aussi à Zurich, est aussi un bel exemple, car elle compte des chaises qui peuvent être installées selon les goûts de chacun.»

Une fonction sociale

Oui, le banc est un endroit social, confirme Renate Albrecher. La sociologue sait de quoi elle parle, car elle

est assistante scientifique au Laboratoire de sociologie urbaine de l'EPFL et elle a fondé une association visant à promouvoir la «culture banc'aire» helvétique. Bankkultur cartographie les bancs du pays et révèle ses «secrets banc'aires», notamment avec l'aide d'une communauté d'enthousiastes qui téléchargent leurs photos sur la plate-forme. Renate Albrecher rappelle que les premiers bancs publics, en Suisse, étaient déjà placés aux croisées des chemins et près des gares, c'est-à-dire là où l'on voyait passer les gens. Plus tard, avec l'essor du tourisme étranger, des bancs ont fait leur apparition dans tous les endroits dotés d'une belle vue. L'un des tout premiers fut installé près des fameuses chutes du Giessbach (BE). Il permettait de contempler la «nature sauvage», célébrée par les peintres de l'époque. Des sentiers pédestres ayant été aménagés parallèlement à l'instal-

lation des bancs, «les touristes anglais n'avaient pas à salir leurs belles chaussures», note la sociologue. Aujourd'hui, il paraît naturel de trouver des bancs publics un peu partout dans le paysage suisse. Leur omniprésence jusque dans les coins les plus reculés des plus petites communes touristiques est également le fruit du travail des nombreuses sociétés d'embellissement, spécialisées depuis deux siècles dans l'installation des bancs.

Un banc fonctionnel

Dans les villes, par contre, les bancs sont quelquefois placés dans des endroits peu plaisants, dénués de vue ou à côté d'une route bruyante. Jenny Leuba, responsable de projets au sein de l'association Mobilité piétonne Suisse, éclaire notre lanterne. Ces bancs, dit-elle, peuvent être situés à mi-chemin entre un centre commer-

La Suisse est riche en bancs de toutes sortes: simples, solides, futuristes... On les trouve au bord des lacs, dans les parcs, dans la rue ou dans les centres-villes.
Photos Keystone (4), DR (1)



cial et un arrêt de bus, ou le long d'un chemin pentu. «Ils permettent de reprendre son souffle et de se reposer et sont donc indispensables, surtout pour les seniors.» Jenny Leuba aborde ainsi une autre fonction du banc: la population doit pouvoir se déplacer à pied en ville. Pour que cela s'applique aussi aux personnes âgées, aux familles accompagnées d'enfants, aux malades, aux blessés, aux personnes handicapées et à leurs accompagnants, on a besoin d'un réseau de bancs qui relie les quartiers et permette de «refaire le plein» d'énergie. Pour Renate Albrecher, le banc est ainsi la station-service des piétons.

Un élément des plans de mobilité

Jenny Leuba, qui a élaboré des concepts d'installation de bancs publics pour plusieurs villes et communes suisses, a constaté une chose surprenante: bien qu'un banc coûte jusqu'à 5000 francs, les autorités ne savent pas combien leur ville en possède. Elle pense que cela est dû au morcellement des responsabilités concernant les places, les parcs et les rues. «Il n'existe pas d'office de l'espace public, et on manque donc d'une vue d'ensemble.» D'après Renate Albrecher, c'est aussi la raison pour la-

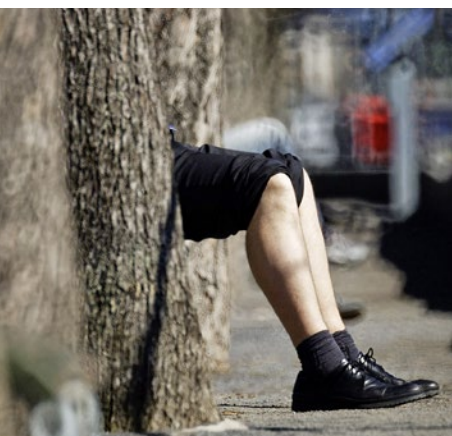


Renate Albrecher, fondatrice et présidente de l'association pour la promotion de la «culture banc'aire» suisse, préfère les bancs en bois, à l'instar de la majorité des usagers. Photo: François Wavre, Lundi13

quelle les bancs publics sont oubliés dans les plans de mobilité. «Il n'existe pas de lobby du banc», regrette-t-elle. Les trois spécialistes sont d'accord pour dire qu'en matière de bancs publics, la plupart des villes pourraient faire mieux. De plus, on manque de bancs précisément là où on en aurait le plus besoin, par exemple dans les quartiers résidentiels comptant de nombreux seniors: «Plus on s'éloigne du centre-ville, moins il y a de bancs.»

Conflit de besoins

Le bois est le matériau préféré de Renate Albrecher, et les sondages montrent qu'il en va de même pour les autres usagers des bancs. Cependant, les villes veulent du mobilier qui résiste au vandalisme, qui dure éternellement et qui soit peut-être même capable d'arrêter les voitures. C'est pourquoi le béton ou le métal pululent. Et ce, même si les personnes âgées ont du mal à se relever d'un bloc de béton, et si le métal est trop chaud pour s'asseoir en été, et trop froid en hiver. Que faire pour que l'espace public, qui, «par définition, appartient à tout le monde», note Sabina Ruff, soit accessible en tout temps à toute la population? Le mot magique est «participation». Dans le cadre d'un projet de recherche européen, Renate Albrecher a développé une application de navigation, qui a été testée à Munich, entre autres. Une réussite: «Notre projet est parvenu à rassembler des usagers des bancs publics qui, d'ordinaire, ne participent pas à ce genre d'initiatives». Dans plusieurs villes suisses,



des inspections de quartier sont organisées sous la houlette de «Promotion Santé Suisse». Également un succès. «Désormais, les autorités sont plus sensibles au sujet», relève Jenny Leuba, de Mobilité piétonne Suisse.

Un salon en plein air

Tandis que des espaces de détente munis de sièges ont été supprimés ou rendus inconfortables ces dernières années pour éviter que les gens ne s'y attardent, notamment autour des gares, certaines villes suisses font aujourd'hui œuvre de pionnières et aménagent par endroits l'espace public comme un salon. Pour cela, elles ferment à la circulation des tronçons de rues ou transforment des places de parc. À Berne, par exemple, une partie de la place Waisenhaus accueille depuis 2018 une scène, des sièges, des jeux et des îlots verts en été. Cet aménagement limité dans le temps possède un avantage: il ne nécessite aucune procédure d'autorisation fastidieuse et permet de mettre rapidement un projet sur pied, relève Claudia Luder, cheffe de projets à la Direction des ponts et chaussées de la ville de Berne. Elle dirige également le

«Les gens aiment s'asseoir dans les endroits animés»

Sabina Ruff

centre de compétence pour l'espace public (KORA), qui promeut la collaboration entre les différents offices municipaux et la population dans la capitale fédérale, et qui fait donc figure de modèle en matière de coordination et de participation. Claudia Luder note que les installations temporaires réduisent également les craintes face au bruit et aux déchets. Elle soulève ainsi le sujet des conflits d'usage pouvant naître dans un espace public agréablement aménagé. Des conflits qui sont désamorçés, selon Jenny Leuba, par les expériences positives faites dans des lieux provisoires comme à Berne, ou par une série d'astuces «techniques». Deux bancs publics qui se font face attirent les groupes nombreux, tout comme les lieux bien éclairés. Les petits coins retirés et discrets sont eux

aussi appréciés. La ville de Coire, raconte Jenny Leuba, propose également une solution intéressante: les propriétaires des magasins installent des sièges colorés dans l'espace public pendant la journée, et les remettent le soir.

Certaines villes et communes suisses sont donc en train d'aménager – à des rythmes différents –, des espaces publics comme ceux qui ont enthousiasmé Sabina Ruff cet été à Ljubljana. Ces derniers ont été imaginés par l'architecte et urbaniste slovène Jože Plečnik, qui concevait la ville comme une scène vivante et l'espace public comme un lieu de communauté et de démocratie. Selon Sabina Ruff, c'est exactement ce dont on a besoin: un urbanisme axé sur les besoins des gens. Une variété de lieux où il fait bon s'arrêter.

bankkultur.ch/fr

Le pays compte des bancs propres, des bancs tagués, des bancs patinés par le temps et des bancs à la peinture rouge immaculée au beau milieu de forêts de montagne.

Photos Keystone



L'huile avec CBD?

Un produit apprécié du public et interdit

Depuis fin 2022, les pharmacies suisses et autres commerces ont l'interdiction de vendre de l'huile avec CBD prête à consommer. Ce produit extrait du cannabis est utilisé comme tranquillisant et anti-douleur. Cette mesure est jugée contre-productive par certains médecins et pharmaciens.

STÉPHANE HERZOG

Depuis plusieurs années, des consommateurs suisses de tous âges avaient pris l'habitude de passer chez leur pharmacien ou dans un commerce spécialisé pour acheter une fiole d'huile avec du cannabidiol (CBD). C'est l'une des nombreuses molécules contenues dans le cannabis. Des personnes l'utilisent contre le stress, la douleur, l'insomnie. On en retrouve dans du cannabis à fumer et dans des crèmes. «La clientèle pour l'huile est très large. J'ai notamment une mère qui vient pour son fils autiste. C'est mieux que de donner des neuroleptiques», estime un pharmacien fribourgeois spécialisé dans la phytothérapie.

Or depuis fin 2022, une partie des vendeurs d'huile avec CBD ont décidé d'arrêter les ventes. En cause, une circulaire fédérale prohibant la vente de ces fioles, à moins d'y ajouter un répulsif pour la rendre impropre à la consommation. Dans ce cas, l'huile est alors appliquée sur la peau. Le CBD est passé dans la case médicaments. Il faut consulter son médecin pour obtenir une ordonnance. Chaque vente doit faire l'objet d'une information à l'OFSP. Dans la plupart des cas, il ne sera pas remboursé.

Ni un aliment, ni un médicament

La fronde contre l'huile avec CBD est partie de Genève, où le chimiste cantonal a proposé à ses homologues une campagne de tests. Les analyses ont révélé dans certains cas des problèmes de dosage de CBD ou de THC (la substance psychoactive du cannabis). Avec parfois un «dépassement des seuils toxicologiques». «Ces produits ne répondent pas aux exigences alimentaires et sont insuffisamment sûrs, ils ne peuvent donc pas être commercialisés», résume Patrick Edder, le chimiste cantonal de Genève. «Dès lors que le produit n'est ni un aliment, ni un médicament, il est hors des cases. Même sans le tester, nous l'avons interdit», indique Yann Berger, le chimiste cantonal de Neuchâtel.

Cette approche a heurté la Ligue suisse contre le rhumatisme. «Comment les patients souffrant de douleurs auront-ils encore accès à du CBD comestible?», se demande Patrick Frei, porte-parole. Membre de la Société suisse du cannabis en médecine, la médecin Barbara Broers se désole. «Certes, il faut respecter la loi et la situation n'était pas parfaite, mais on avait un produit assez cher à la vente, dont les gens prenaient quelques gouttes avant d'aller dormir, avec peu de risque d'abus. C'est probablement mieux que de consommer des benzodiazépines ou d'aller dans



des magasins ou sur internet sans recevoir les conseils d'un pharmacien ou encore d'acheter des fleurs de CBD à fumer», dit-elle.

Une mesure pas toujours respectée

La mesure n'est pas toujours respectée. À Fribourg, le pharmacien cité plus haut continue de commander de l'huile avec CBD à ses grossistes suisse et allemand. Le taux de CBD est garanti par une fiche d'analyse, dit-il. À Berne, une pharmacienne explique être bientôt en rupture de stock. Elle n'en recommandera pas. Mais à regret. De son côté, le vice-président de la faïtière CI Chanvre, Cédric Heeb, juge que l'effet de l'interdiction sur la production suisse de CBD a été «considérable». «C'étaient Madame et Monsieur tout le monde qui venaient acheter ces fioles», résume-t-il. Son entreprise PhytoXtract, basée à Genève, est l'une des rares à avoir réussi une transition vers une huile avec CBD agréée par Swissmedic. «Le reste du marché est parti sur Internet», estime son directeur. Une partie des utilisateurs se replie sur le CBD à fumer. N'est-ce pas un échec en termes de santé publique? «Le CBD à fumer est un produit du tabac et il est réglementé comme tel», répond la présidente des chimistes cantonaux, Alda Breitenmoser, qui dit comprendre la déception des usagers. «Mais s'il y a un risque pour les consommateurs, c'est notre devoir d'agir».

Frédéric Couderc, producteur de cannabis à CBD, examine la qualité de ses plantes dans son exploitation à Sierre
Photo d'archive (2018)
Keystone

Les champions de Suisse des urnes

Le canton de Schaffhouse présente avec constance le taux de participation le plus élevé lors des votations nationales. C'est aussi le seul où la loi oblige les citoyens à se rendre aux urnes. Mais il n'y a pas que ceci qui explique cela, est-on convaincu dans ce canton situé à la pointe nord du pays.

SUSANNE WENGER

Peu avant que le train arrive à Schaffhouse, chef-lieu du canton, on aperçoit par la fenêtre les chutes du Rhin dans toute leur majesté. D'énormes trombes d'eau dévalent des rochers. Si Schaffhouse est célèbre pour ce monument naturel d'importance nationale, ce canton de 86 000 habitants est moins connu pour une autre particularité: il est celui dans lequel les citoyens se rendent le plus massivement aux urnes. Lors des votations nationales, Schaffhouse enregistre systématiquement un taux de participation dépassant de 15 à 20 % la moyenne suisse.

En moyenne, 66 % des citoyens schaffhousois ont pris part aux trois votations fédérales de 2022, contre seulement 45 % dans toute la Suisse. Lors de l'élection du Conseil national en 2019, le taux de participation a atteint 60 % à Schaffhouse, la moyenne nationale plafonnant à 45 %. En octobre, lorsque paraîtra ce numéro de la «Revue Suisse», les citoyens suisses éliront leur nouveau Parlement. Il est probable qu'ils seront une fois de plus extrêmement nombreux à se rendre aux urnes dans le canton du nord-est de la Suisse. Mais pourquoi Schaffhouse est-il le champion de la participation citoyenne parmi les 26 cantons?

«Dans notre ADN»

À la recherche d'explications, nous nous rendons dans la vieille ville pittoresque de Schaffhouse. C'est ici, au siège du gouvernement, que travaille Christian Ritzmann, chancelier d'État adjoint du canton et coresponsable de l'organisation des scrutins. Voici ce qu'il dit: «La participation aux votations et aux élections est très enracinée à Schaffhouse. C'est dans notre ADN.» Le canton, il est vrai, donne un



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. **Aujourd'hui: les votants les plus assidus.**

Schaffhouse est un canton vraiment limitrophe: il partage 152 kilomètres de sa frontière avec l'Allemagne, et seulement 33 avec ses cantons voisins, Zurich et Thurgovie.



coup de pouce au civisme, puisque le vote y est obligatoire depuis près de 150 ans. Il l'était aussi dans d'autres cantons à l'aube de l'État fédéral, mais Schaffhouse a été le seul à le maintenir.

Les citoyens négligents sont sanctionnés, même si la peine est légère: quiconque manque à son devoir de voter doit s'acquitter d'une amende de six francs vis-à-vis de sa commune. À moins d'avoir une bonne excuse – vacances, obligations professionnelles ou maladie –, mentionne la loi électorale du canton. Les personnes qui renvoient leurs documents de vote non remplis dans les trois jours suivant le scrutin ne reçoivent pas d'amende non plus. Cela atténue considérablement la contrainte, note Christian Ritzmann: «Voter est un devoir citoyen, et non un impératif absolu.»

Petitesse du canton et proximité de la frontière

Le vote obligatoire, qui ne s'applique ni aux personnes de plus de 65 ans, ni aux Schaffhousois vivant à l'étranger, semble bien accepté. Une initiative populaire visant à l'abroger a été rejetée il y a 40 ans. La population considère cette obligation comme une «spécialité schaffhousoise, relève Christian Ritzmann. Elle l'accepte, car la politique a ici une grande importance depuis toujours». Le chancelier d'État estime que cela est lié à la pe-



tite taille du canton et à la proximité entre le peuple et les décideurs politiques: «Ici, on se rencontre dans les zones piétonnes, dans le bus ou au restaurant.»

Interrogé à ce sujet, Hannes Germann, député schaffhousois UDC au Conseil des États depuis plusieurs années, concède que l'amende «plutôt symbolique» pourrait jouer un rôle dans cette participation record: «Car qui aime payer plus d'argent que nécessaire à l'État?» Néanmoins, pour lui aussi l'élément clé est la conscience politique, qu'il voit stimulée entre autres par la proximité de Schaffhouse avec l'Allemagne. La région a en effet connu des tensions, surtout avant et pendant la Seconde Guerre mondiale: «Cela a inquiété les gens et les a poussés à faire de la politique.»

Un devoir citoyen vécu comme un privilège

«Nous avons une politique vivante, qui intéresse nombre de jeunes et de moins jeunes», constate aussi l'adversaire aux élections de Hannes Germann, le candidat PS au Conseil des États Simon Stocker. Selon lui, si l'obligation de voter a bel et bien un impact positif, ce devoir citoyen est aussi considéré comme un privilège, si bien que la participation, même si elle était facultative, serait probablement plus importante qu'ailleurs. Comme beaucoup d'autres, Simon Stocker n'est toutefois pas prêt à y renoncer: «Le vote obligatoire est unique et fait partie de l'identité schaffhousoise.»

Les stands colorés du marché hebdomadaire de Schaffhouse se trouvent à quelques pas du siège du gouvernement. Parmi les badauds, certains se disent pour et d'autres contre le vote obligatoire. «Le choix



devrait être laissé à chacun», déclare une assistante socio-éducative de 42 ans. Qui précise qu'elle irait voter quand même. D'après elle, nombreux sont ceux qui ne votent que parce qu'ils redoutent une amende, mais sans véritable conviction. D'autres aimeraient pouvoir le faire, dit-elle, mais n'y sont pas autorisés, notamment les personnes en situation de handicap mental. Un ancien cheminot de 84 ans trouve au contraire que «le vote obligatoire est plutôt pas mal». Ainsi, dit-il, personne ne peut se

plaindre du résultat après coup. Qu'est-ce qui se cache donc derrière le taux de participation miracle de Schaffhouse: un réel engagement ou une légère pression des autorités? D'après les experts, il s'agit des deux. Les politologues Eveline Schwegler et Thomas Milic ont par ailleurs constaté que la proportion des bulletins blancs est plus importante à Schaffhouse que dans d'autres cantons. Cela dénote d'après eux une évaluation pragmatique des intérêts. Certains votent pour échapper à

Des trombes d'eau pour un spectacle naturel de toute beauté: les chutes du Rhin, un monument d'importance nationale, sont emblématiques de Schaffhouse.

Photo Keystone

l'amende, tout en s'épargnant l'effort de s'informer sur les objets de vote. Mais les chercheurs notent que le taux de participation des Schaffhousois arrive en tête, même si l'on retranche les quelques points de pourcentage des suffrages blancs.

Dans d'autres cantons et sur le plan fédéral, plusieurs initiatives ont voulu copier le modèle de démocratie schaffhousois. Car le fait que la participation n'atteigne en moyenne qu'un votant sur deux en Suisse est régulièrement source de préoccupa-

tion. Quel contraste par rapport aux taux de rêve enregistrés au début du XX^e siècle, quand 80 % de la population participait aux élections du Conseil national! L'une des raisons de ce désengagement est la perte de lien avec les partis politiques. Ce qui, selon l'expert en sciences politiques Daniel Kübler du Centre pour la démocratie d'Aarau affaiblit la force de mobilisation de ceux-ci.

L'abstention, un problème?

Le faible taux de participation pose-rait problème si les résultats n'étaient pas respectés. «Mais ils sont bien acceptés en Suisse, même si le vote a été très serré ou si peu de gens y ont participé», note Daniel Kübler. À cela s'ajoute le fait, en ce qui concerne les élections, qu'en raison du système politique suisse, les citoyens ont

moins d'impact sur la composition du gouvernement que dans d'autres pays. D'après l'expert, cela explique également la faiblesse du taux de participation. Les personnes qui ne participent pas aux élections peuvent tout de même donner leur avis plusieurs fois par an dans les urnes sur des sujets concrets.

Et il arrive aussi que le taux de participation national s'envole quand un objet de vote est perçu comme important. Le record de ces dernières décennies est détenu par la votation de 1992 sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen, où 79 % des citoyens se sont rendus aux urnes. Pour les politologues, une participation aussi forte que possible est en principe souhaitable dans une démocratie. Le vote obligatoire de Schaffhouse est efficace, mais il a ses limites. Car c'est prouvé, relève

Christian Ritzmann est coresponsable de l'organisation des scrutins. D'après lui, «la participation aux votations et aux élections est très enracinée à Schaffhouse.»

Photo SWE



Pour le conseiller aux États UDC Hannes Germann, la culture politique de Schaffhouse est due à sa proximité avec l'Allemagne, qui a été source de tensions surtout pendant la Seconde Guerre mondiale.

Photo parlament.ch



Le politicien socialiste Simon Stocker considère le vote obligatoire comme un privilège: «Il est unique et fait partie de l'identité schaffhouseise.»

Photo DR



Daniel Kübler, le facteur décisif de la participation est l'intérêt pour la politique. L'éducation civique à l'école est d'autant plus importante: «Or, la Suisse est à la traîne par rapport aux démocraties qui l'entourent.»

Quand le train repart de Schaffhouse, notre regard se porte une nouvelle fois sur les chutes du Rhin. De l'écume bouillonne. Presque aussi rafraîchissante que la vitalité citoyenne de ce canton limitrophe.

La vieille ville pittoresque de Schaffhouse reflète aussi la petitesse du canton. Elle favorise la proximité entre la population et les politiciens. Photo Keystone

La participation aux votations et aux élections des Suisses de l'étranger est nettement plus basse que dans le canton de Schaffhouse. Vous trouverez une analyse du comportement de vote de la «Cinquième Suisse» en page 22.



La «Revue Suisse», le magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 49^e année six fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, avec un tirage total de 431 000 exemplaires, dont 253 000 électroniques.

Les nouvelles régionales de la «Revue Suisse» paraissent quatre fois par an.

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

Tous les personnes enregistrées auprès d'une représentation suisse reçoivent le magazine gratuitement. Les personnes non inscrites auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.–/Étranger, CHF 50.–).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE
Marc Lettau, rédacteur en chef (MUL)
Stéphane Herzog (SH)
Theodora Peter (TP)
Susanne Wenger (SWE)
Paolo Bezzola (PB, représentant DFAE)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES
DU DFAE
La responsabilité éditoriale de la rubrique «Nouvelles du Palais fédéral» est assumée par la Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.eda

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

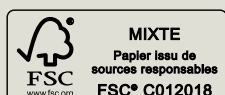
DESIGN
Joseph Haas, Zurich

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE). Adresse postale de l'édition, de la rédaction et du sponsoring: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION
5 septembre 2023

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat. La rédaction n'a pas accès à vos données administratives.



Emma, Emma & Emma

11 637



Quand, dans quelques années, les parents appelleront «Emma» sur les places de jeux, nombre de fillettes réagiront: en 2022, Emma a de nouveau été le prénom le plus donné aux nouvelles-nées. Le nombre d'Emma a ainsi grimpé à 11 637. Chez les garçons, Noah arrive en tête de liste. Mais les 82 371 naissances de l'an dernier montrent surtout que la variété des prénoms en Suisse est immense. Source: Office fédéral de la statistique

5299

Cette année, les personnes à la recherche de fraîcheur dans les Alpes l'ont bien noté: la limite du zéro degré était souvent située bien au-dessus des plus hauts sommets. Le 20 août, elle culminait à 5299 mètres, soit plus haut que jamais depuis le début des relevés météo.

Source: MétéoSuisse

622

En matière de votation populaire, la Suisse est championne du monde. Depuis 1900, le peuple a pu se prononcer sur 622 objets, et même dix fois plus si l'on compte les votations cantonales. La Suisse est talonnée par la Nouvelle-Zélande (117 référendums), le Liechtenstein (115) et – le savez-vous? – les îles Mariannes du Nord, dans l'océan Pacifique (110).

Source: Centre pour la démocratie, Aarau

61

C'est en pleine canicule que les résultats d'un grand sondage d'opinion sur l'état d'esprit des Suisses en cette année électorale sont tombés: sur 57 000 personnes interrogées, la majorité se dit globalement satisfaite. 61 % des sondés ont déclaré bien se porter. Source: gfs.bern

69

Quels sont donc les soucis de cette majorité satisfaite? Pour 69 % des sondés, le changement climatique est le problème majeur. D'autres sujets que l'on dit très controversés dans le cadre de la campagne électorale les laissent souvent froids, une majorité estimant que le «wokisme» et le «genre» sont de faux problèmes. L'immigration, la neutralité et l'égalité préoccupent également relativement peu la plupart des Suisses.



Dernier résultat du sondage: chez la grande majorité des Helvètes on change le linge de lit une fois par mois, voire plus rarement. On ne sait pas bien ce que cela révèle sur le bonheur de la nation...

Le plastique envahit la Suisse et le recyclage ne résoudra pas tout

La Suisse consomme un million de tonnes de plastique par année. Une grande partie est brûlée. Une fraction est recyclée. Environ 14 000 tonnes finissent dans la nature. Les capacités de recyclage augmentent, mais la consommation aussi.

STÉPHANE HERZOG

La réserve naturelle des Grangettes est située sur l'ancien grand delta du Rhône. Les amphibiens et les insectes s'y reproduisent en nombre, décrit Pro Natura. L'Association pour la sauvegarde du Léman, qui a passé au peigne fin 25 plages du lac, décrit des marais souillés par le plastique. «Le site le plus précieux du Léman est aussi celui qui est le plus impacté par les déchets plastiques», déplore l'ASL. «Par sa consommation élevée de produits en plastique en comparaison avec les autres pays, la Suisse contribue de manière notable à ce pro-

blème environnemental croissant», résume un rapport du Conseil fédéral publié en septembre 2022. Selon une modélisation, cette consommation se monte à environ un million de tonnes par an, soit 120 kilos de matières plastiques par personne, contre 156 kilos en Autriche. L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) ne donne pas de données comparatives pour l'Europe. Finalement, la Suisse se retrouve face à une montagne de déchets plastiques de 790'000 tonnes, dont près de la moitié est issue de produits ayant été utilisés moins d'un an. Il faut traiter ce

solde. Plus de 80 % de cette matière est incinérée, dans des usines, ce qui produit notamment de l'énergie pour les réseaux de chauffage urbains. Une faible portion est recyclée ou réutilisée (environ 15%). Une fraction finit dans les sols, les eaux et l'air. Soit environ 14'000 tonnes qui échappent chaque année à «un système d'élimination performant», selon le même rapport. Le seul littering produit environ 2700 tonnes de ces déchets par an. Près de 50 tonnes de macroplastiques sont rejetées dans les sols par des pertes dues au transport dans le cadre de l'élimination des déchets,

Une situation qui ne sied guère à l'image de propreté véhiculée par la Suisse: des déchets en plastique au bord du Léman, dans la réserve naturelle du Fort, près de Noville (VD).
Photo Keystone





selon le rapport cité plus haut. Dix tonnes de cotons-tiges et d'autres produits d'hygiène jetés dans les toilettes se retrouvent dans les eaux de surface. Il faut aussi compter dans ce total les microplastiques (voir encadré).

Gaz à effets de serre et recyclage

Que faire? «Comme pour le PET, qui est entièrement recyclable, il faudrait mettre en place une politique nationale de traitement du plastique, qui irait de la conception de la matière à son traitement», estime Jasmine Voide, responsable de projets au sein de la fédération Swiss Recycling. En effet, la complexité infinie des plastiques complique ou empêche parfois le recyclage. Swiss Recycling rappelle cependant les propriétés uniques du plastique, notamment pour protéger des aliments. Greenpeace souligne que lorsqu'un produit plastique est fabriqué avec des produits chimiques toxiques et qu'il est ensuite recyclé, ces substances nocives peuvent être transférées dans les plastiques recyclés. En tout cas, de nouvelles filières de collecte de plastiques non-PET se développent qui permettent par exemple de traiter des berlingots de lait, des flacons, des paquets de chips.

Nombre de communes suisses sont en train de lancer un nouveau système de collecte pour les déchets en plastique de tous types. Objectif: booster le taux de recyclage.

Photo Keystone

Basé en Thurgovie, Inno Group indique avoir collecté en 2022 plus de 7000 tonnes de plastique à travers un réseau de 500 communes, lesquelles accordent une concession pour la collecte des plastiques ménagers. L'entreprise annonce un taux de recyclage d'environ 63 %. La filière est basée sur des sacs payants. Elle fonctionne en lien avec une usine de tri et de traitement basée en Autriche. Les granulats extraits des plastiques sont revendus en Europe. Le groupe prévoit la construction d'une usine en Thurgovie et vise une collecte de 20'000 tonnes par année, indique Patrik Ettl, porte-parole. De son côté, la Migros annonce avoir collecté 3200 tonnes de bouteilles en plastique (non-PET) et 500 tonnes de sacs en plastique en 2022.

Une consommation en hausse

«Le taux de recyclage augmente, mais la consommation aussi. Par ailleurs, ce processus consomme de l'énergie», note Florian Breider, directeur du Laboratoire central environnemental à l'EPFL. L'empreinte gaz à effet de serre (GES) du plastique de la Suisse représente environ 5 % de l'empreinte GES totale du pays, selon l'OFEV. «Quand votre bouteille en plastique a été transformée en pull, en arrosoir, en différents objets, ces derniers ne seront pas recyclables», écrit Jacques Exbalin, auteur d'un livre consacré à la guerre au plastique. Le principe même de la privatisation du recyclage est remis en question par Greenpeace, qui estime que le besoin en plastique de ces filières alimentera sa production, dans un monde où l'électrification des transports pousse les grands groupes pétroliers à diversifier une partie de leur production vers le plastique. Plus de 400 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année. «Le message qui dit que si l'on trie son plastique, c'est bon, est erroné. Il faut produire des objets pré-

vus pour durer un maximum de temps et qui soient les plus simples possibles à recycler», estime Florian Breider. Qui déplore l'énorme gaspillage des objets à usage unique, parmi lesquels les bouteilles d'eau minérale, «un produit inutile, puisqu'en Suisse l'eau du robinet est de très bonne qualité». Greenpeace juge que les mesures visant à perfectionner la collecte des déchets relèvent d'une «simple opération de greenwashing». L'association préconise une transition vers un système d'emballages réutilisables.

Des microplastiques dans le sol, l'eau et l'air

En Suisse, la plus grande partie des déchets plastiques disséminés dans la nature provient de l'abrasion des pneus (8900 tonnes par année), selon l'OFEV. En outre, environ 100 tonnes de petites matières plastiques pénètrent chaque année dans les sols à travers des engrais issus du compost. Des microplastiques sont générés lors du lavage et du port de vêtements synthétiques. Environ trois tonnes de microbilles plastiques provenant de produits cosmétiques sont relâchées annuellement dans la nature. Or l'élimination des particules de microplastiques disséminées se révèle pratiquement impossible. La faune en paye le prix. De faibles quantités de microplastiques ont été trouvées dans le tube digestif d'oiseaux et de poissons aussi en Suisse, signale une étude de 2014. Les effets du plastique sur l'homme sont encore méconnus, indique Florian Breider, qui participe à une étude visant à mesurer leur présence dans les poumons. Autre problème: les plastiques intègrent des additifs visant par exemple à les assouplir. Cependant, «les industriels n'affichent des informations complètes (sur ces additifs) que s'il y a des objectifs marketing. C'est le cas par exemple pour les tétines pour bébés, garanties sans bisphénol», souligne ce spécialiste. (SH)

Un utopiste qui était en avance d'un siècle

Le roman utopique de Jakob Vetsch, «Die Sonnenstadt», paru en 1923, préfigurait ce qu'on réclame urgemment aujourd'hui.



Jakob Vetsch
(1879-1942)

CHARLES LINSMAYER

En 1923, à Zurich, paraît un livre intitulé «Die Sonnenstadt. Ein Roman aus der Zukunft für die Gegenwart» [La cité du soleil. Un roman du futur pour le présent, non traduit]. L'auteur est un certain «Mundus», qui, à la fin de la préface, révèle être «J. Vetsch, docteur en droit et en philosophie», «pour donner un point de ralliement provisoire aux individus partageant les mêmes idées». Né en 1879 à Nesslau (SG), Jakob Vetsch a étudié les lettres allemandes et la jurisprudence avant de devenir, en 1916, le secrétaire de la Société suisse des brasseurs. En 1918, il a épousé la fille d'un grand actionnaire de brasserie. Et comme il le formule avec sarcasme, il aurait été promis à «un beau et honorable destin dans un cercle familial heureux, doré par des mandats d'administrateur bien rémunérés», s'il ne s'était pas privé de tout cela avec son roman. Les enseignants, politiciens et pasteurs à qui Vetsch fait cadeau de son livre tombent en tout cas des nues devant la rage impuissante avec laquelle l'administrateur d'une association d'entrepreneurs vilipende l'économie capitaliste. Mais ils ne pouvaient pas savoir que Jakob Vetsch avait été poussé par son futur beau-père, moyennant un million de francs de «dédommagement», à épouser sa fille souffrant d'une maladie héréditaire et à élever avec elle un enfant lui aussi handicapé...

Une utopie planétaire urbaine

Le «mundisme» de Jakob Vetsch est une utopie planétaire placée sous le signe de l'urbanisme. Le roman se déroule en 2100, et la Terre est divisée en cinq «pays» – l'Europe, l'Asie, l'Amérique, l'Afrique et l'Australie – et en 25 000 villes. Chaque «pays» est gouverné par 20 sages et un souve-

rain, tandis que le gouvernement mondial est constitué par 50 députés des «pays». L'histoire se déroule dans la «cité du soleil», Zurich, dont le mode de vie est exemplifié par une histoire d'amour. L'argent a été aboli, chacun ayant accès à ce dont il a besoin. Tous les citoyens sont «étudiants» pendant plusieurs dizaines d'années, mais compensent ce privilège en effectuant des travaux temporaires qui ne peuvent être imposés à quiconque pour toute une vie. La sexualité est libérée de la contrainte du mariage, qui peut être dissous après cinq ans, et le contrôle des

«Alors des hommes se levèrent, le cœur serré par la misère du monde. Et ils identifièrent le principal obstacle à la fraternité mondiale et le nommèrent par son nom: l'argent et le capitalisme. Et ils le proclamèrent sans détour (...). Ils se levèrent dans toutes les parties de la Terre, et l'unité du monde et des hommes s'imposa à eux. C'est ainsi qu'ils se nommèrent les 'mundistes', et leur but était l'avènement d'un État mondial et d'une administration planétaire.»

(Extrait tiré de: Jakob Vetsch, «Die Sonnenstadt», dernière parution chez Ex Libris, Zurich, épuisé)

naissances et la contraception sont organisés par l'État. Chacun travaille 25 heures par semaine et consacre le reste de son temps à sa formation artistique. Partout sur la planète, la protection de la nature est prioritaire, l'étalement urbain proscrit, et les immenses quantités d'électricité requises sont produites par des centrales hydroélectriques, solaires, éoliennes et marémotrices. La société est émancipée, de sorte que «l'épanouissement de la personnalité» est garanti, y compris pour les femmes, qu'elles soient mères ou non.

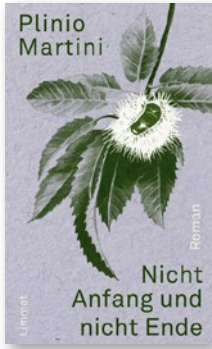
Un fiasco total

«Die Sonnenstadt» est une sorte d'évangile, mais le «mundisme» ne trouve aucun disciple. Les 40 000 exemplaires envoyés déclenchent une campagne de presse haineuse, et en 1924 Jakob Vetsch doit déposer le bilan. Alors que la famille de sa femme projette de le faire interner pour troubles mentaux, il renie son credo et s'installe au Liechtenstein, puis en 1934 à Oberägeri, où il devient maire et meurt en 1942 sans plus jamais avoir publié une ligne. «Un peuple sans originaux est comme une soupe sans sel»: c'est ainsi que Walter Robert Corti, fondateur du village d'enfants Pestalozzi de Trogen, commente le destin de Jakob Vetsch. «Ils souffrent plus que les gens normaux, mais leurs visions nous apprennent toujours quelque chose.»

BIBLIOGRAPHIE: «Die Sonnenstadt» est paru pour la première fois en 1982 aux éditions Ex Libris, «Frühling der Gegenwart». On en trouve encore quelques exemplaires chez les bouquinistes.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH

Chronique d'une vallée



PLINIO MARTINI:
Le fond du sac.
Traduit de l'italien par
Marie-Claire Gérard-Zai,
Éditions de l'Aire, 2016,
240 pages. 15 francs.

En un siècle, le Tessin s'est transformé plus que toute autre région de Suisse. Autrefois marqué par la pauvreté, il est devenu un haut lieu du tourisme. Ce fossé est rappelé à notre souvenir par Plinio Martini dans «Le fond du sac» («Il fondo del sacco», 1970). Le drame se joue à la fin des années 1920 dans la région natale de l'écrivain, le Val Bavona, une superbe vallée sauvage partant du Val Maggia. Comme le travail manque mais que les familles sont nombreuses, il ne reste souvent pas d'autre choix aux hommes jeunes que d'émigrer. Bon nombre d'entre eux entonnent: «America, America, America, / in America voglio andar!», ce qui ne ravit pas tout le monde dans la vallée. Les plus âgés, en particulier, craignent que leurs enfants ne reviennent jamais, soit parce qu'ils auront réussi à l'étranger, soit par honte de leur échec. Gori Valdi, le narrateur du roman de

Plinio Martini, fait partie de ces émigrants. Il signe son contrat avant d'avoir pu avouer son amour à Maddalena, et quitte ainsi sa patrie l'esprit troublé.

Dix-huit ans plus tard, Gori rentre au pays. Maddalena est décédée peu après son départ. S'il a gagné de l'argent en Amérique, il y a aussi perdu toutes ses illusions. C'est en adoptant son point de vue que Plinio Martini, qui a passé toute sa vie dans la vallée, raconte l'âpre existence des habitants du Val Bavona. De manière évocatrice, précise et sans fard, il décrit la pauvreté, toujours accompagnée d'une certaine nostalgie. Car la misère est adoucie par de bons rapports de voisinage et par des chansons mélancoliques dont Gori s'est langui en Amérique. De retour chez lui, le présent lui paraît insipide. Dès le début, il note: «Aujourd'hui encore, je maudis le petit train qui m'a emporté.» Son récit, semblable à la recherche d'un temps perdu, est empreint de profonds regrets. «Je commençais à comprendre que le bonheur dépend d'un rien, et que c'est précisément ce rien, qui rend les gens heureux, que j'avais perdu.» Le roman de Plinio Martini est un récit formidable et mélancolique, c'est aussi une histoire d'amour tendre et malheureuse, mais c'est surtout un excellent témoignage historique. Il est plein de personnages merveilleux, d'histoires intenses et de destins tortueux, qui «ont presque tous réellement existé». Lui, l'auteur, ne les a que légèrement transposés par la force de son imagination. BEAT MAZENAUER

Chansons d'une quarantaine sans crise



JAËL:
«Midlife».
Phonag, 2023.

Son passé musical la poursuit. À chaque fois que Jaël publie un nouvel album en solo, nombreux sont ceux qui parmi son public espèrent un retour à ses racines musicales, une œuvre qui sonnerait comme le trip-hop des premières heures de son ancien et célèbre groupe, Lunik.

Lunik n'existe plus depuis dix ans. Entre-temps, la chanteuse bernoise a déjà publié deux albums sous son nom, et le troisième vient de paraître. «Midlife» parle – comme son titre l'indique – de l'expérience d'une femme arrivée au milieu de sa vie. Mais ce n'est pas un album de crise, car la chanteuse de 43 ans, qui est aussi mère de deux enfants, mène une existence heureuse. Elle est mariée, sa famille fonctionne bien et elle vit en

accord avec elle-même. Jaël va beaucoup mieux qu'au milieu de la trentaine, révèle-t-elle dans des interviews récentes. Les dépressions et crises d'angoisse d'hier sont désormais sous contrôle.

Le bilan que tire Jaël sur «Midlife» est donc positif et détendu. Il y est question d'apprentissage et de lâcher-prise. Mais pas seulement. Sur le morceau «She Only Sings When She's Drunk», Jaël raconte aussi certains abus d'alcool, et sur «Paralyzed», une agression sexuelle dont elle a été la victime. «Only Human» parle du fait d'être mère, soulignant qu'il ne faut pas se montrer trop dure avec soi-même dans ce rôle: après tout, une mère est elle aussi humaine.

La voix de Jaël est toujours celle qu'on lui connaît, cristalline et haut perchée, mais moins enfantine qu'avant. Sur cet album, son chant délicat est essentiellement porté par un piano et des guitares acoustiques et enveloppé d'une ambiance aérienne et chaleureuse grâce à une production ample et profonde.

Non, «Midlife» ne sonne pas comme un album de Lunik – malgré le morceau «To Miss You», que Jaël a écrit avec son ancien comparse de groupe, Luk Zimmermann. Et c'est bien comme ça. «Midlife» est un album pop original, calme, mature et cohérent. Le seul morceau sortant un peu du cadre est «liTii», qui relate la sensation qu'a parfois la chanteuse d'être une extraterrestre en ce monde. Il s'agit de la toute première chanson que Jaël enregistre en dialecte alémanique sur un album ordinaire. Notons aussi que «Midlife» est constitué de deux parties. Aux onze nouvelles chansons produites en studio succèdent des enregistrements live de sa dernière tournée acoustique. S'agit-il vraiment d'un plus? C'est une affaire de goût.

MARKO LEHTINEN

La «Cinquième Suisse» renforce la tendance ou fournit un contrepoint, mais n'a jamais force de veto

Comment les Suisses de l'étranger ont-ils voté ces quatre dernières années?

La «Revue Suisse» a analysé l'ensemble des données des 36 dernières votations populaires nationales. Le tableau est nuancé.

MARC LETTAU ET THEODORA PETER

Lors des élections de 2019, les Suisses de l'étranger ont créé la surprise en votant très clairement pour les partis écologistes. Les Vert-e-s ont gagné beaucoup d'électeurs en Suisse même, mais leur progression a été deux fois plus forte encore au sein de la «Cinquième Suisse». Toutefois, les élections et les nombreuses votations populaires nationales obéissent à des lois différentes. D'où les questions suivantes: comment les Suisses de l'étranger ont-ils donc voté lors des scrutins populaires des quatre dernières années? Et peut-on identifier dans leur comportement de vote une systématique claire et reconnaissable?

À la recherche de réponses, la «Revue Suisse» a passé au crible l'ensemble des données détaillées des 36 dernières votations populaires. Dans plus d'un tiers des cas – 14 votations sur 36 –, les voix des Suisses vivant en Suisse et celle des Suisses établis à l'étranger présentent un tableau très similaire, les écarts se limitant à quelques points de pourcentage. Ces maigres différences permettent de dresser un premier constat simple: souvent, la «Cinquième Suisse» vote simplement comme la Suisse dans son ensemble. Ensuite, nous avons analysé de plus près les résultats des votations présentant des écarts de 5 % ou plus. Voici nos conclusions.

Un rôle de renforcement

La «Cinquième Suisse» joue souvent un rôle de renforcement. Sur 14 des 36 objets de vote, elle est venue appuyer les résultats obtenus en Suisse intérieure, validant ainsi par exemple un oui des Suisses de Suisse par un oui encore plus marqué à l'étranger. C'est dans les questions portant sur les valeurs et la politique sociale que ce rôle amplificateur de la «Cinquième Suisse» est le plus marqué. Ainsi, les Suisses de l'étranger se sont montrés en moyenne encore plus favorables à l'introduction d'un congé de paternité (différence: +18,2 %), au changement de paradigme en matière de don d'organes (+16,2 %), au relèvement de l'âge de l'AVS pour les femmes (+7,5 %) ainsi qu'au mariage pour tous (+7,1 %). Ils ont également renforcé le non à l'initiative visant à limiter l'immigration, leur rejet dépassant de plus de 15 % celui des Suisses de l'intérieur. Dans toutes ces thématiques, la «Cinquième Suisse» a donc été tout sauf un contre-pouvoir.

Le contrepoint

Dans un quart des cas, soit 9 votations sur 36, les citoyens de l'intérieur et ceux de l'étranger se sont montrés d'avis diamétralement opposés, les premiers rejetant clairement un objet et les seconds l'acceptant tout aussi nettement, ou vice versa. C'est ici qu'apparaît le lien avec la «vague verte» constatée lors des élections de 2019: la «Cinquième Suisse» a fourni un contrepoint, ou joué un rôle correc-

teur, avant tout dans les questions écologiques. Contrairement à la Suisse dans son ensemble, elle a dit oui à l'initiative pour une eau potable propre, oui à la loi sur le CO₂ et oui à l'initiative contre l'élevage intensif. Le contrepoint le plus marqué de la «Cinquième Suisse» est celui qu'elle a fourni concernant la loi sur le CO₂, qui a échoué en 2021 dans les urnes: elle l'a en effet acceptée à une écrasante majorité de 72,2 %, présentant un écart de presque 23 % avec le résultat global.

Première conclusion: une triade

L'analyse des 36 votations de la législature qui s'achève permet de dresser le tableau suivant: la «Cinquième Suisse» possède bien sa propre opinion, mais ne constitue aucunement un électorat imprévisible, exotique ou contestataire qu'il y aurait lieu de craindre. Son profil s'esquisse comme une triade: la confirmation, le renforcement et le contrepoint. Renforcement dans les questions portant sur les valeurs et la politique sociale, et contrepoint dans les thématiques écologiques qui ont du mal à passer en Suisse.

Deuxième conclusion: pas de force de veto

En outre, l'avis de la «Cinquième Suisse» n'a jamais force de veto. Elle n'a réussi à faire pencher la balance dans aucune des 36 votations de la législature qui prend fin, son poids politique étant trop limité pour cela. Les votants inscrits de la «Cinquième Suisse» ne représentent qu'environ 4 % de tout le corps électoral. Cela est suffisant, en cas de vote très clair, pour influencer légèrement le résultat général – de plus ou moins 0,5 %. La plupart du temps, cependant, les voix des Suisses de l'étranger ne font qu'une bien plus petite différence. En moyenne, leur impact n'atteint que 0,2 %.

Troisième conclusion: un poids politique croissant

Aussi limitée que soit l'influence de la «Cinquième Suisse», son poids politique augmente. Le nombre des Suisses de l'étranger inscrits au registre électoral ne cesse de croître. Et il augmente, en valeur relative, trois fois plus vite que le nombre total des Suisses de l'étranger. D'après l'Office fédéral de la statistique, on dénombrait plus de 227 000 inscrits au 31 décembre 2022.

Pour en savoir plus sur la méthode et les données analysées, rendez-vous sur: revue.link/voter



La Suisse fait un pas en direction de l'OTAN

Le Conseil fédéral veut prendre part au système européen de défense aérienne Sky Shield. Mais il n'est pas seulement question de l'achat commun d'armements. Pour certains, la neutralité est en danger.

CHRISTOF FORSTER

L'attaque de l'Ukraine par la Russie a jeté une lumière crue sur le manque d'armement dont souffriraient les pays européens pour repousser pareille agression. La guerre a mis en évidence l'importance de la défense aérienne. Dès l'automne 2022, 15 pays européens ont répondu à l'appel de l'Allemagne pour lancer l'initiative European Sky Shield. Ce projet vise à renforcer le système européen de défense aérienne et à combler les lacunes.

À l'été 2023, la ministre suisse de la défense, Viola Amherd, a signé une déclaration d'intention concernant la participation au projet. Face aux médias, la conseillère fédérale a déclaré que la Suisse avait intérêt à l'acquisition commune d'armes et à l'«interopérabilité», c'est-à-dire à une interaction aussi bonne que possible entre les systèmes. La Suisse, a-t-elle souligné, peut décider elle-même dans quelle mesure elle participera à l'initiative. L'objectif est d'éviter l'apparition d'un trou au-dessus de la Suisse dans le bouclier antimissile européen.

En Suisse aussi, l'agression russe a ébranlé les certitudes. On a davantage pris conscience que la sécurité d'un petit pays est impossible à assurer sans nouer des alliances. Il ne s'agit pourtant pas d'une nouveauté. Au début de la Seconde Guerre mondiale, par exemple, le général Guisan avait préparé le terrain pour une collaboration avec l'armée française en cas d'invasion par l'Allemagne.

La participation à Sky Shield place le Conseil fédéral dans une position délicate sur le terrain politique de la neutralité. La ministre de la défense a ainsi cru bon de souligner que la Suisse ne s'impliquerait pas dans les conflits d'autres pays. Dans une déclaration complémentaire à l'initiative, la Suisse a inscrit des réserves pour assurer son droit à la neutralité. Elle exclut ainsi expressément toute participation à des conflits militaires internationaux. Autre pays neutre, l'Autriche prévoit elle aussi d'adhérer à l'initiative.

Ces réserves n'ont cependant pas suffi à apaiser les critiques. L'UDC, en particulier, craint que la Suisse ne fasse ainsi un pas de plus en direction de l'OTAN et s'alarme de la fin de la neutralité. Il est vrai que Sky Shield rapproche le pays de l'OTAN. Par ce projet, les États membres entendent renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique. La Suisse sera donc intégrée aux structures de l'OTAN. Et s'il est question d'interopérabilité, cela signifie que la Suisse et les pays de l'OTAN s'entraîneront à mener des opérations conjointes. Le projet va donc au-delà d'une simple mise en commun de fonds pour acquérir du matériel de guerre à des conditions avantageuses.



Les plans de Viola Amherd, ministre de la défense, et de Thomas Süssli, chef de l'armée suisse, représentent un pas en direction de l'OTAN.

Photo: Keystone (archive 2020)

Les partisans d'une interprétation moins stricte de la neutralité saluent les plans de Viola Amherd. Pour eux, il est évident que la Suisse ne pourrait pas se défendre seule en cas d'attaque sérieuse. Aujourd'hui déjà, le pays profite du bouclier aérien de l'OTAN, sans pour autant contribuer de manière significative à la sécurité du continent, qui traverse sa plus grande crise depuis des décennies.

C'est aussi l'orientation que prend la nouvelle stratégie de l'armée suisse, présentée par son chef Thomas Süssli quelques semaines plus tard. L'objectif est que l'armée suisse redevienne capable de repousser les attaques militaires par tous les moyens, comme à l'époque de la guerre froide, mais en s'adaptant à la réalité actuelle.

Si la Suisse était en guerre, les obligations liées au droit de neutralité tomberaient. Il faut être préparé à cela, indique le rapport qui esquisse la grande réforme de l'armée d'ici à 2031. L'armée doit être capable, est-il écrit, de défendre le pays notamment en coopérant avec d'autres forces armées. Faire cavalier seul n'étant pas une option, les coopérations internationales, y compris en matière d'acquisitions, sont incontournables.

Les plans du ministère de la défense donneront certainement lieu à de vifs débats sur l'armée et la neutralité ces prochains mois.

Travailler pour la Suisse: deux témoignages d'Haïti et du Venezuela

Aujourd'hui à Hanoï, ils seront peut-être demain à Londres. Les employés des ambassades et consulats suisses ont l'habitude de naviguer entre les pays et les cultures. Chaque année, le DFAE recherche des spécialistes et des cadres dirigeants qui mettent leurs compétences au service de la Suisse.

Avec près de 170 représentations et 250 membres de la carrière «Affaires consulaires, gestion et finances (KBF)», la Suisse est présente dans le monde entier. La particularité de ce type d'emploi est que le lieu de travail change tous les trois à quatre ans. Ariela Kraska (Port-au-Prince) et Pascal Sollberger (Caracas) nous parlent de leurs expériences et des défis de la carrière KBF.

«Pour l'entretien, je serai disponible à midi, heure suisse: il sera six heures du matin en Haïti». Fixer un rendez-vous téléphonique n'est pas simple quand un océan vous sépare de votre interlocuteur. Dans le cas d'Ariela Kraska, il s'agit de l'Atlantique. C'est son intérêt pour d'autres cultures qui l'a poussée à s'engager dans la carrière KBF au DFAE, dans le cadre du programme de coopération internationale. Depuis juillet 2021, elle est en poste à Port-au-Prince, où elle est responsable des finances, du personnel et de l'administration du bureau de coopération suisse en Haïti. Elle y restera jusqu'en 2024, après quoi elle rejoindra une autre représentation suisse à l'étranger ou reviendra à la centrale à Berne. «Tous les deux à quatre ans, j'ai l'opportunité de découvrir un nouveau pays et de rencontrer des personnes aux origines, aux traditions et aux manières de penser différentes. C'est enrichissant et difficile à la fois. La difficulté réside dans le fait que plus l'environnement est complexe, moins le déroulement des journées est prévisible.»

Formation et compétences nécessaires

La plupart des employés de la carrière KBF travaillent hors de Suisse. Cela n'est pas toujours évident, par exemple lorsque le conjoint est dans l'impossibilité de travailler au même endroit, lorsque la liberté de mouvement est restreinte ou la qualité de vie médiocre. C'est une activité qui requiert une grande capacité d'adaptation et des compétences interculturelles dans un environnement qui peut être

précaire. «Les journées sont longues et parfois très intenses. Il faut savoir rester calme et garder en vue tous les secteurs, comme les finances, les ressources humaines et la sécurité», explique Ariela Kraska. «Il m'est arrivé de devoir rendre visite à un prisonnier détenu dans des conditions indignes et d'avoir à gérer des cas d'enlèvement d'enfants.» Les candidats passent par une procédure de sélection et suivent une formation de 15 mois. Les

deux premiers mois sont consacrés à un cours théorique à Berne. Ils sont suivis par une formation pratique d'un an au sein du réseau extérieur du DFAE. Puis les candidats assistent à nouveau à un cours théorique d'un mois avant d'être soumis à l'évaluation finale de la commission d'admission à Berne. La formation est axée sur les objectifs de la politique étrangère et les priorités de la Suisse: la paix, la sécurité, la réduction de la pauvreté, la prospérité, la durabilité et la numérisation.

«Plus l'environnement est complexe, moins le déroulement des journées est prévisible.»

Ariela Kraska

Objectif: représenter la Suisse dans le monde

Les employés de la carrière KBF sont des pièces maîtresses de la représentation de la Suisse à l'étranger. «Je suis entré au DFAE en 2014, et j'ai effectué des missions sur presque



Ariela Kraska a commencé sa carrière dans la branche de l'hôtellerie avant de suivre des études en gestion d'entreprise. Photo DR, Charly Amazan, Getty Images (montage photo)



Titulaire d'un diplôme d'économiste d'assurance, Pascal Sollberger a travaillé dans le secteur privé des assurances et de la gestion des processus pendant plus de dix ans avant d'entrer au DFAE.

Photo DR, Pascal Sollberger, iStock (montage photo)

tous les continents, par exemple en Indonésie et au Liban. Depuis 2021, je suis en poste au Venezuela. L'ambassade suisse qui s'y trouve s'occupe également des relations avec sept autres pays des Caraïbes, comme la Barbade ou Trinité-et-Tobago», explique le consul Pascal Sollberger. Les employés des représentations défendent les intérêts de la Suisse dans tous les domaines des relations diplomatiques internationales. Au sein de la représentation étrangère, les collaborateurs de la carrière KBF coordonnent les activités opérationnelles et jouent un rôle d'interface avec tous les départements. Au quotidien, cela se traduit par un mélange d'activités planifiables et imprévues. «Une ambassade est un employeur à la fois suisse et local. En ce qui concerne les affaires courantes, la sécurité et la gestion des crises, je suis en contact étroit avec des collaborateurs suisses et vénézuéliens, des presta-

taires de services externes, d'autres ambassades et des organisations internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge». Réagir rapidement aux situations

«Je suis entré au DFAE en 2014, et j'ai effectué des missions sur presque tous les continents, par exemple en Indonésie et au Liban.»

Pascal Sollberger

critiques fait partie des attributions du personnel de la carrière KBF. Pascal Sollberger se souvient de l'explosion survenue au port de Beyrouth en 2020, au cours de laquelle l'ambassade a été gravement endommagée. «Lorsque des événements de ce type se produisent, les collaborateurs jouent un rôle essentiel. En ce qui me concerne, j'étais responsable de la cellule de crise. Nous avons été durablement marqués par ce que nous avons vécu alors». Une autre tâche essentielle consiste à offrir des services consulaires de qualité à la population suisse à l'étranger et aux touristes suisses (mariages interculturels, délivrance de passeports, rapatriements, etc.) en étroite collaboration avec le personnel consulaire spécialisé.

DFAE

Des emplois taillés pour qui aime le changement

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) recherche des Suissesses et des Suisses qui mettent leurs compétences et leur expérience au service de la Suisse.

Une «carrière transférable» leur offre cette possibilité. Elle s'appelle ainsi car les employés ont l'obligation de changer de poste tous les trois à quatre ans. Il existe différentes voies possibles:

- Carrière «Affaires consulaires, gestion et finances (KBF)»,
- Carrière «Coopération internationale»,
- Carrière «Diplomatie»,
- Personnel consulaire spécialisé

Vous souhaitez mettre vos compétences et votre expérience au service de la Suisse? Vous trouverez davantage d'informations sur www.dfae.admin.ch/carriere



La Suisse en poche

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté des Suisses de l'étranger



Élections parlementaires fédérales 2023

Les élections visant à renouveler les deux Chambres du Parlement fédéral se sont tenues le 22 octobre 2023. Vous trouverez les résultats ainsi que des informations, des vidéos explicatives et des graphiques interactifs sur les élections aux Conseils national et des États sur www.ch.ch/fr/elections2023, un service offert par la Chancellerie fédérale, les Services du Parlement, l'Office fédéral de la statistique et les cantons.

Vous pourrez aussi trouver ces informations et les résultats dans VoteInfo, l'application de la Chancellerie fédérale: revue.link/voteinfo

En raison des élections évoquées ci-dessus, il n'y aura plus de nouvelle votation en 2023. La prochaine date de scrutin est le 3 mars 2024. Les objets soumis au vote seront fixés par le Conseil fédéral au moins quatre mois avant la date de la votation.

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur www.admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.

Initiatives populaires

À la clôture de la rédaction, les initiatives populaires suivantes avaient été lancées (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale «Pour une alimentation sûre – grâce au renforcement de la production indigène durable, à davantage de denrées alimentaires végétales et à une eau potable propre (initiative sur l'alimentation)» (13 décembre 2024)
- Initiative populaire fédérale «Pas de Suisse à 10 millions! (initiative pour la durabilité)» (4 janvier 2025)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur: www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens

Information

Annoncez votre/vos adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone portable et/ou leur changement à votre représentation suisse, et inscrivez-vous via le guichet en ligne (sur le site internet du DFAE www.eda.admin.ch ou via www.swissabroad.ch) afin de choisir le mode de livraison pour la «Revue Suisse» ou d'autres publications. En cas de problème lors de l'inscription, contactez votre représentation.

L'édition actuelle de la «Revue Suisse» et les numéros précédents sont consultables sur www.revue.ch/fr, où ils peuvent être imprimés. La «Revue Suisse» (ou «Gazzetta Svizzera» en italien) est distribuée gratuitement à tous les foyers de Suisses de l'étranger sous forme électronique (par e-mail) ou imprimée. L'application «Swiss Review» est également disponible pour iOS/Android.

« À 15 ans, je suis revenu seul en Suisse »

Le Suisse de l'étranger Wëndabo André Kientega est revenu d'Afrique en Suisse pour fréquenter le lycée. Il raconte ici ce qu'il a vécu pendant cette période et plus tard au service militaire et à la haute école spécialisée.

« Je suis né dans le canton de Zoug mais j'y ai vécu seulement quelques années avant que ma famille ne déménage à Neuchâtel où j'ai appris le français et fréquenté l'école enfantine et primaire.

Puis, en 2009, nous avons déménagé au Burkina Faso, car mes parents ont fondé une ONG nommée Wëndbenedo FEED pour aider les femmes et les enfants en difficulté. On habitait à l'extrémité de la ville de Bobo Dioulasso. Les coupures d'eau et d'électricité étaient fréquentes. C'était un vrai choc culturel mais une expérience enrichissante.

J'ai été scolarisé dans une école française dans laquelle la majorité des élèves était Burkinabés mais il y avait aussi des jeunes de toutes nationalités. Comme l'école ne proposait pas de lycée, j'ai choisi, pour la qualité de l'enseignement, de revenir en Suisse pour continuer mes études et retrouver mes amis d'enfance. Je suis donc retourné seul dans le canton de Neuchâtel à 15 ans où j'ai fait la maturité gymnasiale. Pendant ces trois ans, j'ai habité chez des amis de ma famille. Me réadapter à la Suisse était plutôt facile, y étant revenu une fois par an lorsque je vivais au Burkina Faso. Cependant, au début cela a été compliqué d'être loin de ma famille.

Après avoir obtenu mon diplôme, je ne savais pas quoi faire. Donc, j'ai pris une année sabbatique durant laquelle j'ai accompli mon école de recrue au Tessin et fait différents stages pour trouver ma voie. Finalement, j'ai trouvé ce qui m'intéressait : la formation d'ingénieur agronome. J'ai dû faire 10 mois de stages chez des agriculteurs dans les cantons de Fribourg, Vaud et Genève avant d'être admis à la haute école d'ingénierie à Genève HEPIA. Les études avec leurs thématiques très variées et actuelles comme la souveraineté alimentaire en Suisse, l'utilisation de pesticides, l'agriculture biologique me plaisent énormément.

Malheureusement, j'ai dû prolonger mes études d'un an car, étant soldat sanitaire, j'ai été réquisitionné par l'armée durant la pandémie de coronavirus. J'ai été déployé dans un EMS (établissement médico-social) à Lau-



Wëndabo André Kientega: «C'est bien de savoir à qui l'on peut demander un coup de main ou des informations.»

Photo : mise à disposition

sanne pour m'occuper de patients âgés dans la zone de quarantaine. Je suis content d'avoir été utile mais ça me faisait mal de voir ces personnes isolées de leurs familles et amis. C'était une période avec beaucoup d'incertitudes, malgré cela j'essayais de suivre les cours à distance lorsque j'avais des jours de congé, mais je n'en ai pas suivi beaucoup. C'était une période difficile comme pour beaucoup de personnes.

Actuellement, je suis en train de terminer mon Bachelor. Mon travail de mémoire porte sur l'utilisation de rayonnements ultraviolets pour lutter contre des pathogènes sur des cultures afin de se passer de fongicides. Après avoir hésité entre poursuivre un master ou travailler d'abord un peu, j'ai décidé de commencer maintenant le master en sciences agronomiques avec spécialisation en systèmes de production durable.

C'est surtout grâce aux bourses d'études de mon canton d'origine, Appenzell Rhodes-Extérieures, que j'ai pu suivre ma formation. Je suis très reconnaissant pour

toutes les aides reçues au cours de mon chemin qui n'était pas facile, mais je suis maintenant sur la dernière ligne droite.

Si je peux donner un conseil aux jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger qui viendront en Suisse pour étudier, c'est de trouver des personnes sur place sur lesquelles vous pouvez compter. Il n'est pas facile, surtout étant jeune, de vivre sans sa propre famille. C'est bien de savoir à qui l'on peut demander un coup de main ou des informations. »

Educatiosuisse offre aux jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger des conseils autour de la thématique «formation en Suisse» et un soutien pour les demandes de bourses cantonales.



Educatiosuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26
3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04
info@educatiosuisse.ch
educatiosuisse.ch



Quatre camps d'été remplis de rires, de sport, d'activités et de rencontres

Cette année, 124 jeunes venus de 33 pays ont participé aux quatre camps d'été du Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger. Ils ont fait le plein d'expériences et de souvenirs inoubliables.

Cette année, les deux premiers camps de vacances ont débuté le 8 juillet 2023. 40 participants ont gagné Château-d'Ex pour un camp de sport, loisirs et langues. À côté des quatre matinées où ils ont pu suivre un cours d'allemand ou de français, les jeunes ont découvert la région du Pays-d'Enhaut. Plusieurs randonnées étaient au programme, dont deux grandes excursions où les participants ont même pu passer la nuit dehors, à la belle étoile ou sous des tentes qu'ils avaient construites eux-mêmes. Le groupe a aussi effectué une excursion à Lausanne, où il a découvert la ville en compagnie d'un mystérieux «Mister X».

Riche en découvertes: le «Swiss Challenge»

Le deuxième camp, qui se déroulait en même temps, était le premier des deux camps «Swiss Challenge». Le groupe de 24 participants a commencé l'aventure à Savognin, où il a pu profiter du sublime cadre alpin des Grisons et découvrir l'univers des glaciers. Le voyage s'est poursuivi à Bellinzona, avec une excursion dans le Val Verzasca. En route pour sa destination suivante, le groupe a fait halte au bord du lac des Quatre-Cantons, où il a pu découvrir Lucerne dans le cadre d'une course d'orientation photographique. Les participants se sont ensuite rendus à Uetendorf, à nouveau près des montagnes, celles de l'Oberland bernois cette fois. Ils ont ensuite visité la capitale fédérale, Berne, avant de gagner leur dernière destination, Lausanne. Pour terminer en beauté leur voyage à travers la Suisse, ils ont campé au bord du lac Léman.

À peine les deux premiers camps avaient-ils pris fin que le troisième commençait. Le 22 juillet 2023, 36 jeunes ont gagné l'Oberland bernois: ils ont pris leurs quartiers à Gsteig, près de Gstaad, pour deux semaines. Dans ce camp aussi, les jeunes ont pu tester les types de sport les plus divers: course d'orientation, randonnée, frisbee, volley-ball, football, minigolf et natation. Ils ont également effectué des excursions à Thoun et à Montreux.



Une rencontre typiquement suisse au camp de sport et de loisirs à Gsteig.



Excursion dans le Val Verzasca, ici avec des participants du premier des deux camps «Swiss Challenge» de cette année.



Lors de l'«International Food Day», les participants font découvrir aux autres des spécialités du pays où ils habitent. Photo: Service des jeunes / DR

Bâle–Lausanne–Bellwald–Saint-Gall

Le dernier camp de l'été – le deuxième camp «Swiss Challenge» – a débuté le 5 août à Bâle. Sur la route de Lausanne, leur deuxième étape, les 24 participants ont fait halte à Berne pour visiter le Palais fédéral. Là, ils n'ont pas résisté au plaisir de prendre place à l'endroit où les responsables politiques prennent des décisions importantes: dans la vénérable salle du Conseil des États. À Lausanne, un détour par le Musée olympique s'imposait. Sur le chemin de Bellwald, les participants ont découvert le lac souterrain de Saint-Léonard. Leur séjour s'est poursuivi au cœur des montagnes valaisannes, avec la découverte du glacier d'Aletsch et l'observation nocturne des Perséides, une pluie d'étoiles filantes qu'ils ont pu observer sous un ciel parfaitement dégagé. Après ces quelques beaux jours en altitude, les participants ont gagné le Tessin. Ils se sont installés à Losone, un endroit idéal pour profiter des joies de la baignade dans le canton le plus ensoleillé de Suisse. Leur dernière destination était Saint-Gall, avec au programme des activités comme du mini-golf et la visite d'un parc aquatique. Ce camp a lui aussi passé à la vitesse de l'éclair, et les participants ont bientôt dû se résoudre à prendre congé de leurs nouveaux amis.

L'Organisation des Suisses de l'étranger se réjouit de découvrir de nouveaux visages et d'en retrouver quelques-uns qu'elle connaît déjà lors des prochains camps d'été et d'hiver!

FABIENNE STOCKER



Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger,
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
youth@swisscommunity.org
www.swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 25



Le Conseil des Suisses de l'étranger veut une plus large participation politique de la «Cinquième Suisse»

Lors de son assemblée du mois d'août, le «Parlement de la Cinquième Suisse», ou Conseil des Suisses de l'étranger, s'est demandé comment la participation politique des Suisses de l'étranger pourrait être améliorée. Un groupe de travail a été constitué pour trouver des réponses.

Dès le début de leur assemblée du 18 août 2023, les 89 délégués du Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) ont eu l'occasion de se réjouir. Deux jours avant la séance du «Parlement de la Cinquième Suisse», le Conseil fédéral avait en effet décidé que les Suisses de l'étranger possédant le droit de vote dans les cantons de Bâle-Ville, de Saint-Gall et de Thurgovie pourraient utiliser le nouveau système de vote électronique de la Poste suisse et ce, dans le cadre des élections fédérales du 22 octobre 2023. Ce système d'e-voting sera donc mis sérieusement à l'épreuve, dans la mesure où les élections sont bien plus complexes que les votations, qui sont tranchées par un simple oui ou non. Pour le CSE, qui est l'organe suprême de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), le vote électronique permettra aux Suisses de l'étranger d'exercer plus facilement leurs droits politiques et renforcera leur participation aux scrutins. On ignore encore quels autres cantons souhaiteront adhérer dès 2024 aux nouveaux essais de vote électronique.

Accroître la participation politique

L'existence d'un système d'e-voting n'est pas suffisante en soi pour accroître de manière satisfaisante la participation politique de la «Cinquième Suisse»: telle est la conclusion d'un rapport à l'élaboration duquel ont participé des délégués du CSE et qui a été présenté à l'assemblée. À la fin de l'année 2022, seuls quelque 36 % des plus de 630 000 Suisses de l'étranger majeurs étaient inscrits au registre électoral. Et sur ces 36 %, un quart seu-

lement en moyenne participe aux votations. Le rapport propose différentes mesures pour renforcer l'implication des Suisses de l'étranger dans la vie politique de la Suisse. Le CSE a par conséquent approuvé la création d'un groupe de travail permanent. Dans l'objectif d'augmenter la participation politique, ce groupe examinera de plus près dans quelle mesure les bases juridiques pourraient être améliorées. Le CSE souhaite à terme que la Confédération s'engage à soutenir les organisations qui contribuent à l'amélioration de la participation politique.

Par ailleurs, le CSE a déclaré son soutien à l'OSE, qui souhaite voir l'action des Suisses de l'étranger prise adéquatement en compte dans le nouveau Message culture de la Confédération. La réunion de Saint-Gall a également permis de souligner l'importance de la «présence éducative suisse à l'étranger», qui est assurée par les écoles suisses.

La «Cinquième Suisse» et la politique suisse

Les six participants à la table ronde organisée lors de l'assemblée du CSE à Saint-Gall ont tous mis en évidence des motifs pour lesquels il serait bon d'encourager les Suisses de l'étranger à participer à la vie politique de la Suisse et d'aplanir les obstacles: parce que les Suisses de l'étranger «apportent d'autres perspectives, qui sont précieuses pour toute la Suisse» (conseiller national Nicolas Walder, Les Vert-e-s, GE); parce que «la mobilité augmente et fait qu'il y a davantage de Suisses qui effectuent des séjours plus ou moins longs à l'étranger» (conseillère nationale Elisabeth Schneider-Schneiter, Le Centre, BL); parce qu'«il n'existe qu'un seul passeport suisse, et donc une seule citoyenneté suisse» (conseiller national Laurent Wehrli, PLR, VD); parce que les Suisses de l'étranger «sont parfois ceux qui connaissent le mieux la valeur de notre démocratie directe» (conseiller national Roland Büchel, UDC, SG); parce que la «Cinquième Suisse» montre «à quel point, à côté du vote électronique, l'identité électronique est importante aussi», tout comme «l'implication des jeunes» (Franz Muheim, PVL, Édimbourg, GB), et enfin: «parce que les décisions politiques prises en Suisse concernent tout le monde, y compris les Suisses vivant à l'étranger, et y compris les étrangers établis en Suisse» (Fabio Molina, PS, ZH), raison pour laquelle «il serait bon d'en impliquer un aussi grand nombre que possible dans les prises de décisions démocratiques».

SMILLA SCHAER, MARC LETTAU

Le CSE a clairement approuvé l'objectif d'accroître la participation politique de la «Cinquième Suisse». Un groupe de travail permanent a été constitué.
Photo Nicolas Brodard



Plus de démocratie pour le «Parlement de la Cinquième Suisse»

L'élection du Conseil des Suisses de l'étranger, ou «Parlement de la Cinquième Suisse», devra répondre à des exigences démocratiques modernes à l'avenir. Un groupe de travail s'efforce de rendre cela possible d'ici à 2025. Son comité directeur a fixé la marche à suivre en août 2023 à Saint-Gall.

D'après Noel Frei, membre du comité directeur du groupe de travail «Élection démocratique du CSE», les travaux s'inspirent «de la fierté suscitée par notre pays et son système démocratique». Un système qui se fonde sur des élections démocratiques et qui permet régulièrement aux citoyens, grâce à des référendums, d'apporter des correctifs directs à la politique du pays. Le «Parlement de la Cinquième Suisse», ou Conseil des Suisses de l'étranger (CSE), n'est que partiellement conforme à ce système, note Noel Frei, car son élection est loin d'être transparente et de respecter des principes démocratiques dans tous les pays. En outre, le CSE ne représente pas l'ensemble des Suisses de l'étranger, mais une trop petite part d'entre eux. Ce constat n'est pas nouveau. Ce qui est neuf, en revanche, c'est l'objectif ambitieux que s'est fixé le groupe de travail constitué: mettre à la disposition de tous les pays et de toutes les régions électorales, pour l'élection du CSE de 2025, les moyens techniques pour une élection directe et les instructions afférentes nécessaires. Concrètement, il s'agit aussi de trouver un outil d'e-voting adéquat. Au fond, le but est de permettre si possible à tous les Suisses de l'étranger de chaque pays de participer à l'élection du CSE. La perspective d'une telle amélioration est une grande source de motivation pour le groupe de travail, souligne Noel Frei.

Le projet est actuellement en phase de concrétisation. Le groupe de travail s'efforce de le faire connaître et met au point le matériel d'information. Dans une prochaine phase – dès le début de l'année 2024 –, il s'attellera à la mise en œuvre technique, au test du nouvel outil et à la préparation concrète des élections de 2025.

Noel Frei est convaincu que ce projet accroîtra l'importance et la légitimité du CSE. Il rappelle que ce n'est pas la première tentative menée pour améliorer le processus électoral. Néanmoins, le soutien au changement est actuellement plus fort que jamais: «Au sein du CSE aussi, presque tous ont compris que l'époque avait changé.» L'époque, et les attentes des autorités: le DFAE soutient expressément les efforts visant à améliorer la légitimité démocratique du CSE. Le groupe de travail note que ce soutien est extrêmement bienvenu. Car c'est un fait: «Seul un système électoral optimisé permettra d'assurer que le CSE sera à l'avenir la voix encore plus légitime de la Cinquième Suisse», conclut Noel Frei. (MUL)

Adresse e-mail du groupe de travail: workgroup.osa@outlook.com

La culture, un succès d'exportation

Deux sujets ont été au cœur du 99e Congrès des Suisses de l'étranger à Saint-Gall: les élections fédérales, mais surtout le rôle de la culture au-delà des frontières nationales.

La culture suisse est-elle un produit d'exportation? La question a été posée au Congrès des Suisses de l'étranger, qui s'est tenu le 19 août 2023 à Saint-Gall dans les locaux de l'université. Les intervenants ont présenté la richesse du patrimoine culturel de la «Cinquième Suisse», mais aussi l'importance de cette dernière dans les échanges culturels mondiaux. Ils n'ont pas esquivé la question délicate de savoir ce que l'on entend exactement par «culture suisse». Ainsi, Alexander Edelmann, directeur par intérim de Présence Suisse, a interpellé l'assistance par un constat: à la question «À quoi associez-vous la Suisse?», la réponse n'est presque jamais la culture. Les éléments les plus souvent cités sont les montagnes (23 %), le chocolat (18 %) et les beaux paysages (17 %). L'orateur a aussi rappelé la contribution artistique provocatrice de Ben Vautier à l'Exposition universelle de Séville, en Espagne (1992), un tableau sur lequel était écrit «Suiza no existe» – la Suisse n'existe pas. Pour Alexander Edelmann, il s'agissait là d'une invitation à réfléchir à sa propre identité et à l'identité culturelle d'un pays empreint de diversité. Le deuxième tableau de Ben Vautier, auquel on fait moins souvent référence, soulignait cela par l'inscription: «Je pense donc je suisse.»

Auparavant, Martin Candinas, président du Conseil national et invité de marque du Congrès, a exposé sa manière de voir les choses. Lui, qui parle le romanche à chaque fois qu'il le peut, estime que le plurilinguisme de la Suisse recèle une valeur culturelle exceptionnelle: «Je n'ai encore jamais entendu quelqu'un dire: 'Ah, si seulement je parlais une langue de moins!'» Son mandat politique l'ayant amené à effectuer nombre de voyages à l'étranger cette année, Martin Candinas a été impressionné par ses rencontres avec des expatriés suisses et a constaté que «La culture suisse est avant tout un succès d'exportation, et pas seulement un produit d'exportation.»

La nouveauté culturelle du Congrès: la fondation Place des Suisses de l'étranger réédite son projet «Artist in Residence». Les artistes suisses vivant à l'étranger peuvent se porter candidats pour un séjour à Brunnen (SZ). Le début de la première résidence coïncidera avec le prochain Congrès des Suisses de l'étranger, qui aura lieu le 13 juillet 2024.

La culture liée à la «Cinquième Suisse» sera aussi à l'honneur l'an prochain sous la forme d'un timbre-poste. Dans les camps de vacances de l'Organisation des Suisses de l'étranger, des jeunes se pencheront sur la Suisse et sa culture. Leurs dessins inspireront le timbre-poste de Pro Patria qui sera émis en 2024.

La première partie du Congrès a été entièrement consacrée aux élections fédérales qui se tiendront le 22 octobre 2023, soit presque en même temps que l'envoi de ce numéro de la «Revue Suisse».

MARC LETTAU

Débat: l'avis du lectorat sur le sondage électoral de la «Revue Suisse»



Stéphanie Baechler, designeuse textile et représentante de l'art au Congrès.



Tout sourire: Filippo Lombardi et Ariane Rustichelli, président et directrice de l'OSE.



Alexandre Edelmann a cité Ben Vautier: «Je pense donc je suisse».



Martin Candinas, président du Conseil national: la diversité linguistique fait partie de la culture.
Photos Nicolas Brodard

WERNER IMHOLZ, MADRID, ESPAGNE

Tous mes remerciements et mes sincères compliments pour votre grand sondage électoral. Vous n'auriez pu faire mieux! Voilà bientôt dix ans que j'ai pris ma retraite en Espagne, et je participe activement et avec conviction à la démocratie directe au moyen des documents de vote que je reçois toujours sous pli de la dernière commune où j'ai vécu, Frenkendorf (BL). Comme les délais de vote sont souvent très serrés, j'apprécierais beaucoup que l'ambassade suisse puisse se charger de cette transmission à l'avenir.

JOHANN RUDOLF ROGENMOSER, ÎLE DE MOSQUEIRO, BRÉSIL

Voilà sept ans déjà que je me suis établi au nord du Brésil, sur l'île de Mosqueiro. Pour moi, la seule bonne solution serait le vote électronique. Lors de la dernière votation, j'ai reçu mes documents de vote trois semaines après la date du scrutin. L'idée de recevoir les documents par e-mail et de les renvoyer par la poste ne fonctionnera pas, car l'acheminement postal prend entre trois et quatre semaines.

JEAN THOMAS WEBER, SAINT-GENGOUX-LE-NATIONAL, FRANCE

Merci pour votre grand sondage électoral des partis. Il sera utile pour se positionner lors des prochaines élections. Permettez-moi tout de même une remarque: à la question «D'autres mesures concrètes sont-elles nécessaires pour permettre aux Suisses de l'étranger d'exercer leurs droits politiques?», l'UDC répond «Non. Contrairement à d'autres pays, la Suisse accorde à ses citoyens de l'étranger un droit étendu de participation aux élections et votations communales, cantonales et fédérales.» Depuis notre annonce de départ il y a 20 ans, nous n'avons le droit de vote qu'aux plans fédéral et cantonal à Zurich. Quelqu'un fait donc erreur... Est-ce le parti politique, la «Revue», ou nous-mêmes?

Dans notre édition en ligne – www.revue.ch –, vous pouvez à tout moment commenter les articles de la «Revue Suisse» et découvrir les derniers commentaires. Vous pouvez également participer aux discussions en cours ou en lancer de nouvelles sur la plateforme SwissCommunity de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE).

Les questions qui font actuellement débat sur members.swisscommunity.org sont notamment les suivantes:

- les comptes bancaires pour les Suisses de l'étranger
- voyager à prix avantageux avec les transports publics en Suisse
- le service militaire pour les jeunes Suisses de l'étranger, avec les réactions à notre webinaire

Lien vers le forum de discussion de SwissCommunity: members.swisscommunity.org/forum



Vérification des faits

Plusieurs lectrices et lecteurs ont réagi à une réponse de notre sondage électoral (Revue 4/2023), dans lequel nous citons la déclaration de l'UDC:

«Contrairement à d'autres pays, la Suisse accorde à ses citoyens de l'étranger un droit étendu de participation aux élections et votations communales, cantonales et fédérales.»

La vérification des faits montre que tous les Suisses de l'étranger ont le droit de vote au plan fédéral. Dix cantons – Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Genève, les Grisons, le Jura, Neuchâtel, Schwytz, Soleure et le Tessin – leur accordent en outre le droit de vote sur les objets cantonaux. Les Suisses de l'étranger ne peuvent participer aux scrutins communaux que dans les cantons de Bâle-Campagne, de Neuchâtel et, avec certaines restrictions, du Tessin. (MUL)

Source: rapport du Conseil fédéral du 17 mars 2023 sur l'exercice du droit de vote depuis l'étranger.

Lien: <http://revue.link/droitdevote>



Nous avons besoin d'automne pour éveiller nos sens.



Films, Grisons. © Suisse Tourisme / Nicola Furer

Nous avons besoin de Suisse.



Suisse.

Découvrir l'automne maintenant: [MySwitzerland.com/sens](https://www.myswitzerland.com/sens)
Partage tes plus belles expériences avec [#IneedSwitzerland](https://www.instagram.com/IneedSwitzerland)

